

**AAFI**  
**AFICS**



# BULLETIN

ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX - Genève  
ASSOCIATION OF FORMER INTERNATIONAL CIVIL SERVANTS - Geneva

**Vol. 65, No. 4**  
**Septembre – September 2006**



PHOTO: Jean-Marc Ferré / FAFICS

**Thirty-fifth session of the FAFICS Council, 4-7 July 2006, Geneva**  
**Trente-cinquième session de la FAFI, 4-7 juillet 2006, Genève**

**Bureau C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10**

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75  
Banque UBS SA Genève: 240 128.594 LUT -- Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5  
E-mail: [aafi-afics@unog.ch](mailto:aafi-afics@unog.ch)  
Site internet (français): [www.unog.ch/afics/aafi.htm](http://www.unog.ch/afics/aafi.htm), Web (English): [www.unog.ch/afics/afics.htm](http://www.unog.ch/afics/afics.htm)

# VOL. 65, NO. 4

## Septembre – September 2006

### Table des matières

#### Page

DÉJEUNER D'AUTOMNE DE L'AAFI- AFICS .....	2
ÉLECTIONS 2007 AU COMITÉ DE L'AAFI- AFICS .....	3
COUP DE FORCE A LA CAISSE DES PENSIONS .....	4
NOUVELLES DE L'AAFI-AFICS .....	6
LA VIE DES ASSOCIATIONS .....	7
NOUVELLES DE LA FÉDÉRATION .....	8
LA VIE DES ORGANISATIONS .....	11
PENSIONS .....	15
ASSURANCE AUTOMOBILE EN SUISSE .....	16
UN RACCOURCI POUR LE CIEL ? .....	18
HUMOUR.....	22
LE DUC DE BRUNSWICK : MONUMENT ET LEGS A LA VILLE .....	23
PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS.....	24
NOUVEAUX MEMBRES .....	54
CHANGEMENTS D'ADRESSE .....	56
ILS NOUS ONT QUITTÉS.....	58
ÉLECTIONS DE 2007 AU COMITÉ DE L'AAFI-AFICS-- APPEL DE CANDIDATURES .....	60

### Table of Contents

#### Page

AAFI-AFICS AUTUMN LUNCH .....	2
2007 ELECTIONS TO THE AAFI-AFICS COMMITTEE .....	3
A SHOW OF FORCE IN THE PENSION BOARD .....	27
NEWS FROM AAFI-AFICS.....	29
NEWS FROM OTHER ASSOCIATIONS.....	29
NEWS OF THE FEDERATION.....	31
NEWS FROM THE ORGANIZATIONS .....	34
PENSIONS.....	37
CAR INSURANCE IN SWITZERLAND.....	38
A SHORTCUT TO HEAVEN?.....	40
HUMOUR.....	44
DUKE OF BRUNSWICK: MONUMENT AND BEQUESTS TO GENEVA.....	45
OF CABBAGES AND KINGS .....	47
BOOK REVIEWS .....	48
LETTERS TO THE EDITOR.....	50
NEW MEMBERS .....	54
CHANGES OF ADDRESS.....	56
THEY HAVE PASSED AWAY .....	58
2007 ELECTIONS TO THE AAFI-AFICS COMMITTEE--NOMINATION OF CANDIDATES.....	59

#### Cover page photo – photo de couverture

Thirty-fifth session of the FAFICS Council, 4-7 July 2006, Geneva  
Trente-cinquième session de la FAFI, 4-7 juillet 2006, Genève

#### Front row (left to right)

Jean Balfroid (AAFI-AFICS-Geneva from ITU Section)  
Mikhail Gunar (AFICS-Russia)  
Andrés Castellanos del Corral (Vice-President, FAFICS;  
AFICS-NY-USA)  
Aurelio Marcucci (Vice-President, FAFICS; FFOA-Rome-Italy)  
David Axford (BAFUNCS-UK)  
Aamir Ali (President emeritus, FAFICS; AAFI-AFICS-Geneva;  
also representing AFUNPI-Bangalore-India)  
Michael Davies (BAFUNCS-UK)  
Jean-Jacques Chevrone (Vice-President, FAFICS; AAFI-AFICS-  
Geneva)  
Mary Johnson (AFICS-Australia)  
Aminata Djermaakoye (Director of the Division of  
Administration, UN Office at Geneva)  
Witold Zyss (President, FAFICS; AFUS-France)  
Yolaine Nougier (AFUS-France)  
Leda Rosso (AFICS-Argentina)  
John Northcut (CAFICS-Canada)  
Edward Avdonin (AFICS-Russia)  
O. Richard Nottidge (AFICS-NY-USA)

#### Dev Ray (AAFI-AFICS-Geneva)

Roger Fontana (AAFI-AFICS-Geneva from WHO/AFSM)  
Anders Tholle (Secretary, FAFICS; AAFI-AFICS-Geneva)  
Arthur De Smit (CAFICS-Canada)

#### Back row (left to right)

Jacques Meylan (AFICS-Uruguay)  
Gerhard Schramek (ARICSA-Austria)  
Georges Kutukdjian (AFUS-France)  
Mario La Fuente (AFICS-Chile)  
Jean-François Santarelli (AAFI-AFICS-Geneva from ILO  
Section)  
Juan Mateu (Treasurer, FAFICS; AAFI-AFICS-Geneva)  
Peter Lillie (ARICSA-Austria)  
Claude Mercier (AAFI-AFICS-Geneva from GATT-WTO  
Association)  
Tedla Teshome (Vice-President, FAFICS; AFICS-Addis  
Ababa)  
Roger Eggleston (AAFI-AFICS-Geneva)  
Jean Hanus (AAFI-AFICS-Geneva)  
Tomaso Casciello (ASOPENUC-Colombia)

# DÉJEUNER D'AUTOMNE DE L'AAFI-AFICS

**Mardi, 17 Octobre 2006**

**Apéritifs à partir de 12h00**

**RESTAURANT DU BIT, GENÈVE, niveau R.2**

## MENU

**SAUMON FUMÉ EN FRAICHEUR**

**FILET DE CANETTE  
AUX BAIES ROSES**

**MOUSSE DE CITRON VERT  
PARFUMÉE AU THYM**



# AAFI-AFICS AUTUMN LUNCH

**Tuesday 17 October 2006**

**Aperitifs from 12H30**

**ILO RESTAURANT, GENEVA, LEVEL R.2**



**PRIX/PRICE : CHF 43.00 (tout compris/all inclusive)**

*Inscription par écrit (fax ou courriel) jusqu'au 13 octobre 2006*  
*Inscription in writing (fax or e-mail) no later than 13 October 2006*  
AAFI-AFICS. Office c.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10  
e-mail : aafi-afics@unog.ch, FAX. 022 917 0075

## ÉLECTIONS 2007 AU COMITÉ DE L'AAFI-AFICS

### APPEL DE CANDIDATURES

Conformément à l'Article 17 des Statuts de l'Association des anciens fonctionnaires internationaux adoptés par l'Assemblée générale le 23 mai 2000, un scrutin est organisé tous les deux ans parmi les Membres de l'Association pour élire neuf membres du Comité.

Tout candidat(e) à l'élection au Comité doit être membre de l'Association et sa candidature doit être proposée par trois autres membres au moins. Les membres sortants du Comité sont rééligibles.

Si vous désirez vous présenter ou proposer un(e) candidat(e), veuillez remplir la formule de proposition de candidature (VOIR page ...) et l'envoyer à l'AAFI-AFICS, Bureau C-544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, avant le 15 novembre 2006.



## 2007 ELECTIONS TO THE AAFI-AFICS COMMITTEE

### CALL FOR CANDIDATES

In conformity with Article 17 of the Statutes of the Association of Former International Civil Servants adopted by the General Assembly on 23 May 2000, an election is organized every two years among the Members of the Association for the election of nine members of the Committee.

Every candidate for election to the Committee shall be a Member of the Association proposed by at least three other Members. Retiring members of the Committee shall be eligible for re-election.

If you wish to stand for election or to propose anyone, please fill in the nomination form (SEE page ...) and submit it by 15 November 2006 to AAFI -AFFICS, Office C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.



## COUP DE FORCE A LA CAISSE DES PENSIONS

Lorsqu'ici même, dans le dernier *Bulletin* de l'AAFI-AFICS, nous nous réjouissions de la déclaration faite en début d'année pour démentir formellement les rumeurs de privatisation de la Caisse des pensions des Nations Unies, par M. Mark Malloch-Brown - devenu quelques semaines plus tard Vice-Secrétaire général de l'Organisation - nous ajoutions qu'il ne suffisait pas de conserver la Caisse des pensions dans le giron des Nations Unies, mais qu'il fallait surtout redouter « *de nouvelles méthodes de gestion financière qui consisteraient à déléguer à des partenaires extérieurs le pouvoir d'investir selon leurs propres critères les quelque 33 milliards de dollars gérés aujourd'hui sous l'autorité directe du Secrétaire général* », nous ne nous doutions pas que nos craintes allaient être justifiées aussi rapidement.

Tout s'est passé très vite et à marche forcée.

Au moment même où l'on apprenait que les actifs de la Caisse n'avaient jamais été aussi florissants, que les rapports des placements, en comparaison avec ceux d'autres fonds-témoins, étaient excellents, que notre système de pensions était l'un des meilleurs qui soient parmi les régimes de retraite par capitalisation, M. Christopher Burnham, Secrétaire général adjoint chargé - par délégation du Secrétaire général - de la gestion des actifs de la Caisse des pensions annonce à grand fracas début juin que la Caisse est mal gérée ("*mismanaged*") par le Service de la gestion des placements dont il a la responsabilité. Il incrimine la faiblesse des effectifs de ce service, devenu incapable - faute d'avoir pourvu de nombreux postes vacants - de gérer convenablement des actifs aussi considérables. Il proclame enfin que le temps est venu de procéder à une "externalisation" de la gestion de la totalité des placements de la Caisse auprès de firmes privées spécialisées.

Cette annonce, faite de façon brutale, provoque un émoi considérable au sein du personnel des Nations Unies et de toutes les autres organisations membres de la Caisse des pensions. M. Burnham entreprend alors une "tournee des popotes" à Vienne, Genève et Rome, pour convaincre les intéressés de la justesse de son raisonnement. Il met alors un peu d'eau dans son vin. Le "mismanagement" devient "underperformance" ... On ne va pas "externaliser" la totalité des placements mais une partie seulement à titre expérimental... Il a l'accord du Comité des Placements de la Caisse, etc ... Le tout sous une avalanche de chiffres et de tableaux statistiques où

nos collègues spécialistes détectent les à peu près, les non-dits, voire les contradictions, mais sans obtenir de leur auteur d'explications satisfaisantes. On apprend aussi que le Comité des Placements de la Caisse n'a pas le moins du monde donné son accord mais a, au contraire, prié M. Burnham de lui fournir des informations supplémentaires avant de se prononcer.

Au passage, on se demande comment le Représentant du Secrétaire général peut critiquer la faiblesse des effectifs du Service de la gestion des placements, alors que le Comité permanent de la Caisse des pensions a donné depuis un an le feu vert aux recrutements devenus nécessaires et urgents et que pas un seul poste n'a été pourvu depuis lors ...

Le Secrétaire général en personne, conscient du malaise, convoque fin juin une réunion des fonctionnaires du Palais des Nations à Genève. Il tente de convaincre son auditoire qu'il ne s'agit que d'une expérience limitée, sujette à évaluation ultérieure et que, de toute façon, rien ne sera décidé sans son accord personnel. Malheureusement, les assurances données par M. Kofi Annan, ne peuvent faire oublier qu'il va quitter l'Organisation à la fin de l'année.

Le mécontentement des participants est à son comble et c'est dans ce climat détestable que s'ouvre le 13 juillet à Nairobi, la 53<sup>ème</sup> session du Comité mixte de la Caisse des pensions. La tension est aggravée par le fait que le rapport du Représentant du Secrétaire général pour les placements n'est disponible que le premier jour de la session. Comme il contient le rapport du Cabinet de consultants dont s'est servi M. Burnham pour justifier ses recommandations, une étude attentive et raisonnée de ces propositions par les représentants des participants est, faute de temps, pratiquement impossible. Devant l'avalanche des protestations, un texte révisé du rapport tente de modérer l'approche initiale. Nul ne s'y trompe.

On découvre que la décision - déjà prise - de M. Burnham est de faire passer près de 9 milliards de dollars des actifs de la Caisse (plus du quart !) d'une gestion active en une "gestion passive", c'est à dire de confier à un partenaire extérieur (lequel ? nul ne le dit encore) le soin d'indexer les actifs concernés sur un indice boursier (lequel ? nul ne le dit encore); on pressent que les opérations quotidiennes sur ces actifs rapporteront un bon nombre de millions de dollars en commissions de

courtage, mais que la Caisse des pensions n'en bénéficiera probablement pas ; on apprend que les actifs visés par cette "externalisation" concernent le portefeuille nord-américain, c'est à dire les actifs situés aux Etats Unis et au Canada. Rien n'a été laissé au hasard par M. Burnham qui se proclame lui-même fièrement à la tribune "an American from New York". On devine enfin qu'il ne s'agit que d'un début. Du grand art ...

Bien entendu cette opération est présentée comme un remède rendu nécessaire par les graves insuffisances en personnel du Service de la gestion des placements (mais qui donc a laissé pourrir cette situation ?). On laisse entendre qu'on en fera l'évaluation un jour (quand ? par qui ?) : « pending further review » assure le Secrétaire général dans une lettre envoyée au personnel la veille même de la 53<sup>ème</sup> session du Comité mixte pour annoncer la décision *qui vient d'être prise*. Nombreux sont les membres du Comité mixte - même en dehors du groupe des participants - qui apprécient modérément d'être ainsi court-circuités

Au terme d'une session empoisonnée par ce dossier (au détriment des questions concernant les pensions elles-mêmes qui n'ont reçu - un comble ! - qu'une bien maigre attention d'une demi-journée à peine et dont la plupart, non des moindres, ont été renvoyées à plus tard ) les représentants des participants **et** ceux des retraités, c'est à dire de la FAFICS, ont tenté dans une déclaration commune - un événement rare et apprécié ! - de faire valoir, entre autres, qu'une évolution d'une aussi grande ampleur dans la politique des placements de la Caisse (M. Burnham, lui, la qualifie de "modeste") aurait exigé qu'existe au préalable une véritable stratégie, élaborée en consultation avec le Comité des Placements, le Comité d'Actuaires et l'Administrateur/Secrétaire de la Caisse et qu'elle ait été accompagnée d'un "business plan" mettant en lumière les coûts de ces opérations.

En vain. Le groupe des Organes directeurs (Assemblée générale de l'ONU et organes législatifs ou conseils d'administration des institutions spécialisées) ainsi que celui des Chefs de secrétariat, emmenés tambour battant par le représentant des Etats Unis à l'Assemblée générale, vont jusqu'à refuser que le document final fasse état des réserves des participants et des retraités. Baroud d'honneur : un vote est réclamé par les participants. Les représentants des Organes directeurs et des Chefs de secrétariat exigent un vote par appel nominal, événement rarissime au Comité mixte. Le plan de M. Burnham est approuvé par 17 voix contre 11 et une abstention.

D'autres doléances seront exprimées après la session par les associations représentatives des

personnels et les porte-parole des participants. Elles déplorent - revendication ancienne - que les placements de la Caisse échappent au contrôle de l'Administrateur/Secrétaire de la Caisse. Elles appellent le Secrétaire général à remplacer son représentant unique en matière de placements par un groupe d'administrateurs (une sorte de "Board of Trustees") qui déciderait, dans une plus grande transparence, des choix dans ce domaine. Nul ne sait, à l'heure où nous écrivons ces lignes, si ces protestations, ces propositions recevront au sommet de l'Organisation un accueil favorable, même partiel. On peut imaginer, sans trop se tromper hélas, que le Secrétaire général, à quelques petits mois de la fin de son mandat et en pleine crise internationale, n'a pas placé le dossier des pensions au premier rang de ses priorités quotidiennes.

En revanche, ce que nous savons c'est que ce qui a été approuvé à Nairobi par une majorité peu curieuse de connaître la logique profonde de l'opération et apparemment peu encline à engager un véritable débat de fond, est déjà en cours d'exécution.

On peut enfin s'étonner que la réforme radicale voulue par M. Burnham n'ait même pas fait l'objet d'un débat préalable au sein du Conseil des Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS/CEB, ex-CAC/ACC) : ne serait-ce que pour donner un mandat clair à leurs représentants au Comité mixte. Après tout les Institutions spécialisées ne sont-elles pas membres de la Caisse *commune* des pensions du personnel des Nations Unies au même titre que l'ONU ?

Une sorte de carte blanche a été donnée à M. Burnham qui possède une expérience consommée dans la délégation au secteur privé de la gestion d'actifs de fonds de pension publics : il sait où il va et il y va vite. On peut aisément deviner qu'il ne s'arrêtera pas en si bon chemin. La seule question se pose est : jusqu'où ? On a l'impression très forte que, si rien n'est entrepris à cet égard, ce sera sans doute jusqu'au bout de ses intentions premières.

La politique du fait accompli est, en la matière, la plus détestable qui soit. Hélas, c'est celle qui a été choisie par la direction des Nations Unies, sous l'influence et avec l'appui "d'importants Etats Membres", comme on dit pudiquement.

Il n'existe pas une prétendue fatalité du marché à laquelle notre Caisse des pensions ne pourrait échapper. Les méthodes de gestion interne pratiquées jusqu'à présent, si elles peuvent - et, sans doute, doivent - être modernisées et adaptées, n'ont pas à être jetées aux orties pour être remplacées sans autre forme de procès par

une délégation pure et simple au secteur privé. Ceux qui en sont convaincus et souhaitent maintenir une Caisse des pensions aussi indépendante que possible doivent, de toute urgence, affiner leur *propre* approche d'une stratégie globale des placements et se concerter pour formuler concrètement et faire accepter l'an prochain des alternatives à une privatisation annoncée de la totalité de la gestion des placements de la Caisse. Ils doivent concevoir de solides argumentaires et des dossiers convaincants. Ils doivent, au delà des discussions internes et des communiqués, se préparer à une démarche de sensibilisation en profondeur de nos partenaires tripartites.

Nous devons nous convaincre que la partie n'est pas jouée. Ou alors nous n'avons plus, en marmottant des protestations inaudibles, qu'à nous résigner à subir tous les risques qui nous seront imposés au nom de la sacro-sainte performance à court terme prônée par les nouveaux décideurs, sans parler du risque de nous faire dépouiller de la plus grande partie des revenus de nos placements.

Nous sommes arrivés à un moment de l'existence de la Caisse des pensions où ses actifs (**nos** actifs) - 33 milliards de dollars, soit plus de deux fois ce qu'elle détenait il y a dix ans, presque cinq fois plus qu'il y a vingt ans - la placent en pleine lumière sur la planète financière, et l'exposent à toutes les convoitises et les offensives du "marché". La plus grande vigilance s'impose.

Jean-Jacques Chevron



## NOUVELLES DE L'AAFI-AFICS

### Dates à retenir

29 septembre-5 octobre 2006	Voyage d'automne – « Bienvenue en Belgique »
17 octobre	Déjeuner d'automne au restaurant du BIT. Invitée d'honneur Mme Renata De Leers, nouveau chef du Bureau de Genève de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
15 novembre	Délai pour la proposition de candidats aux élections de 2007
tous les mercredis 09h30 à 12h30	Permanence au Bureau C.544-1 au Palais des Nations Tél. 022 917 3330
1 <sup>er</sup> & 3 <sup>e</sup> mercredi de chaque mois	l'Amicale du Soleil se réunit au Café du Soleil, Place du Petit-Saconnex, Genève, pour partager le repas de midi. Pour toute information prière de téléphoner à Ed Sackstein : 0033 450 407160.



# LA VIE DES ASSOCIATIONS

## **ASOPENUC-Colombie**

Notre association sœur de Colombie, l'*Association des Retraités des Nations Unies en Colombie*, s'est réunie le 24 mars 2006 pour sa treizième assemblée annuelle. Son bureau exécutif a présenté son rapport annuel d'activité, soumis les comptes de l'année écoulée et proposé un budget pour le prochain exercice. L'Assemblée a élu le nouveau bureau. L'Association compte 88 membres et publie un bulletin où les retraités peuvent trouver des informations sur la Caisse des Pensions et la FAAFI ainsi que sur les questions de santé et de sécurité sociale qui les concernent.

L'un des fondateurs de l'Association, Tomasso Casciolo, maintenant membre honoraire de l'ASOPENUC, s'est rendu en Argentine, au Chili et en Uruguay afin de nouer des contacts avec les associations de retraités des Nations Unies dans ces pays. Il a également représenté son association lors de la 35<sup>ème</sup> session du Conseil de la FAAFI. (Bulletin de l'ASOPENUC)

## **AOMS-Genève**

La mort brutale du Dr. Lee Jong-wook, Directeur général de l'OMS, a profondément attristé l'Association des Anciens Fonctionnaires de l'Organisation. Le numéro d'avril-juin du Bulletin trimestriel de l'AAF-OMS exprime en ces termes les sentiments de l'Association:

« Dès le début de son mandat, le Dr Lee avait montré un intérêt évident et soutenu pour nos activités, et s'est toujours spontanément présenté à nos réceptions et à nos assemblées générales. Il se considérait comme l'un de nos membres futurs, et ne manquait jamais l'occasion de nous encourager dans nos activités et nos projets. Le Dr Lee avait été proclamé membre d'honneur de l'AOMS lors de notre dernière assemblée générale. Plusieurs membres du Comité ont tenu à assister à la cérémonie de ses funérailles. Nous adressons à sa veuve et à son fils, ainsi qu'au reste de sa famille, nos plus sincères condoléances ».

L'Association a organisé avec grand succès un voyage au Maroc. Parti de Genève le 24 avril, un groupe d'anciens a visité les cités impériales du pays. Il a été invité à Rabat, capitale administrative du pays, à un cocktail et un déjeuner organisés par l'ambassade de Turquie et le représentant de l'OMS au Maroc. Il a fait étape à Casablanca, Meknès, Fès. Ifrane, Marrakech et Essaouira (Mogador) sur la côte atlantique.

Les élections pour le renouvellement du comité exécutif de 12 membres de l'Association sont en préparation. Le nouveau comité qui sera élu pour 2007-2008 prendra ses fonctions le 7 novembre 2006. (Bulletin trimestriel de l'Association)

## **UNPA-New Delhi**

L'Assemblée générale de l'Association a eu lieu le 22 février 2006 sous la conduite de son Président, S.K.Sobti (ancien fonctionnaire de l'OMS) qui a évoqué deux grands événements de 2005, tout d'abord la célébration du 60<sup>ème</sup> anniversaire des Nations Unies pour laquelle l'Association avait prévu un programme et qui a été marquée par une réception au PNUD, ensuite la visite de l'ancien président de la FAAFI, George Saddler, qui a parlé des nombreuses actions de la Fédération et souligné son importance pour les retraités des Nations Unies. Les résultats des élections du bureau pour 2006-2007 ont été annoncés. Le Président Sobti a été réélu et J.P. Aggarwal a été élu au poste de secrétaire.

## **AFICS-Beyrouth**

Dans sa lettre d'information d'avril 2006, l'AFICS-Beyrouth se décrit comme une section de l'AFICS établie en décembre 1998. Cette association est reconnue par le Gouvernement libanais et elle est membre de la FAAFI depuis juillet 2001.

Ses principaux objectifs sont "d'apporter tout le soutien et l'aide possibles aux fonctionnaires internationaux retraités et à leurs ayants-droit, de maintenir le contact avec la Caisse commune des Pensions du Personnel



des Nations Unies et d'autres organes du système, de fournir des informations sur les prestations de pension et l'assurance maladie des retraités, de favoriser la communication entre les fonctionnaires internationaux retraités et en activité et de soutenir les principes et les objectifs des Nations Unies".

Peuvent faire partie de l'Association tous les anciens fonctionnaires internationaux résidant au Liban, en Syrie et en Jordanie. L'Association compte actuellement 227 membres, dont 117 au Liban, 34 en Syrie et 76 en Jordanie. La cotisation annuelle est de 20 dollars E.U. et la cotisation à vie de 200 dollars E.U. L'Association s'efforce de recruter de nouveaux membres parmi les 780 retraités des Nations Unies qui, d'après les données de la Caisse des Pensions, vivent dans les trois pays susmentionnés.

La lettre d'information de l'Association traite de l'augmentation des pensions en dollars au 1<sup>er</sup> avril 2006, de l'intervention de l'Association auprès de la Caisse au sujet des commissions prélevées par les banques sur les retraites et du renchérissement de la prime de l'assurance maladie des Nations Unies auprès de Van Breda. Elle rend compte également du quatrième dîner annuel de la section de Beyrouth et d'une réunion de la section de Jordanie. Elle évoque aussi la disparition d'un membre distingué de la section de Beyrouth, le Dr. M.S. Al-Attar, qui fut le premier Secrétaire exécutif de la Sous-Commission économique pour l'Asie occidentale et dont les dernières fonctions furent celles de Représentant permanent du Liban auprès du Bureau des Nations Unies à Genève. Il s'était retiré à Beyrouth où il est décédé le 20 novembre 2005. (Lettre d'information de l'AFICS-Beyrouth).

### **Section des Anciens du BIT**

Le numéro d'avril de la lettre d'information de la Section signale que deux réceptions seront organisées en 2006 pour les anciens, l'une le 23 mai et l'autre le 14 décembre. En 2007, ces réceptions auront lieu les 24 mai et 13 décembre. La réception de printemps de 2005 ayant donné lieu à des critiques, la Section et le Président d'honneur de l'AAFI-AFICS, Aamir Ali, ont revu l'organisation de la réception d'automne 2005 qui s'est de nouveau déroulée normalement.

La lettre d'information contient des articles intéressants sur l'histoire des relations entre l'Espagne et le BIT, les origines du Centre de formation de Turin, la santé des anciens et l'imposition des pensions des Nations Unies. (Lettre d'information des Anciens du BIT)



## **NOUVELLES DE LA FÉDÉRATION**

### **Aperçu**

#### **35<sup>ème</sup> Session du Conseil de la FAAFI**

#### **Bref aperçu**

Le Conseil de la Fédération des Associations d'Anciens Fonctionnaires Internationaux a tenu son 35<sup>ème</sup> Conseil au siège de l'Office des Nations Unies à Genève du 4 au 7 juillet 2006 sous la présidence de Witold Zyss. Vingt associations membres étaient présentes ou représentées. En attendant la diffusion du rapport complet de la session, on trouvera dans le présent aperçu, comme l'an dernier, un résumé des principales décisions de la Fédération.

#### **Rapport du Président**

Le Président a présenté son rapport sur ses activités depuis la session de 2005 du Conseil. Il a souligné l'augmentation de l'effectif de la Fédération qui permet à celle-ci de prétendre légitimement représenter

l'ensemble des retraités et bénéficiaires de la Caisse des Pensions du Personnel des Nations Unies. Il s'est réjoui de l'excellente qualité des relations entretenues pendant toute cette année avec le Secrétaire et Chef exécutif de la Caisse et ses collaborateurs. Au sujet de l'ordre du jour de la prochaine session du Comité mixte de la Caisse, il a évoqué les récentes déclarations de M. Burnham, Sous-Secrétaire général chargé de l'Administration et représentant du Secrétaire général pour les placements de la Caisse, qui s'est plaint du rendement très insuffisant des placements de la Caisse, concluant que ce rendement pouvait être grandement amélioré si la gestion des placements était externalisée. Le Président a signalé que les participants et la Fédération avaient adressé au Secrétaire général des lettres contestant ces conclusions; lui-même avait écrit à M. Burnham à ce sujet. Il a également souligné que la dernière évaluation actuarielle des avoirs de la Caisse au 31 décembre 2005 avait fait apparaître un excédent égal à 1,29 pour cent de la rémunération pensionnable.

### ***Demandes d'adhésion***

Quatre associations ont demandé leur affiliation à la Fédération, ce qui porte le nombre total des membres à 37. Il s'agit des associations de la République démocratique du Congo, de l'Equateur, du Pérou et des Pays-Bas.

### ***Pensions***

Le Conseil a examiné les questions inscrites à l'ordre du jour de la session prochaine du Comité mixte (prévue du 13 au 21 juillet à Nairobi). Parmi celles qui présentaient un intérêt pour la Fédération, figuraient les questions actuarielles, les placements ainsi que la taille et la composition du Comité mixte. En outre, la Fédération avait présenté au Comité mixte trois documents traitant de l'ajustement des pensions, de la situation des anciens participants de l'Union Soviétique, de la République Soviétique d'Ukraine et de la République Soviétique de Biélorussie, ainsi que de l'application de l'article 35bis du Règlement de la Caisse (Pension du conjoint survivant).

Compte tenu du résultat favorable de la dernière évaluation actuarielle, le Conseil a réitéré la revendication formulée de longue date par la Fédération en vue de l'abolition de la réduction restante de 1 pour cent qui continue d'être appliquée aux pensions dès leur premier ajustement périodique.

Au sujet des placements, le Conseil a conclu que leur rendement global était satisfaisant. Il a exprimé de vives inquiétudes quant aux conséquences éventuelles des propositions de M. Burnham et rappelé les quatre principes fondamentaux régissant les placements de la Caisse: sécurité, profitabilité, convertibilité et liquidité, réaffirmant son attachement au principe des placements responsables au sens de l'Engagement global souscrit et promulgué par les Nations Unies. Selon le Conseil, toute modification de la politique et de la stratégie de placement devait se fonder sur une étude appropriée dont la teneur devait figurer dans la documentation soumise au Comité mixte.

Concernant l'ajustement des pensions, le Conseil a pris note du document soumis par la Fédération au Comité mixte sur la base des débats du Conseil précédent. Il a revu les conclusions du Groupe de Travail sur quelques autres sujets, notamment le paragraphe 26 du Système d'ajustement des pensions (relatif aux circonstances dans lesquelles le calcul de la filière locale peut être suspendu) et les effets de la substitution du dollar à la monnaie nationale ( particulièrement graves ans le cas de l'Equateur).

### ***Taille et composition du Comité mixte***

Les membres représentant la FAAFI au sein du Groupe de Travail institué par le Comité mixte pour étudier cette question, qui se réunit depuis 2003, ont fait rapport sur les conclusions adoptées par le Groupe. Le Conseil a réaffirmé le principe de la pleine participation des représentants des retraités au Comité mixte, avec droit de vote plein et entier, comme étant son objectif ultime. Toutefois, la Fédération devait s'attacher surtout, pour faire reconnaître le rôle des retraités au Comité mixte, à obtenir le financement de la participation de ses deux représentants au Comité mixte (un au Comité permanent) tout en assurant le maintien de la représentation actuelle. Tout en admettant le principe de l'élection des représentants dont les frais seraient couverts par la Caisse, le Conseil s'est prononcé en faveur du maintien du système actuel de désignation des représentants de la Fédération jusqu'à ce que des élections puissent être organisées. En outre, il était essentiel, selon le Conseil, que soit maintenue la pratique établie ces dernières années d'associer et de faire participer les représentants des retraités aux consultations formelles et informelles et aux groupes et comités institués dans le cadre du Comité mixte.

### ***Situation des anciens participants des anciennes républiques soviétiques(Union Soviétique, Ukraine et Biélorussie)***

Une note sur cette question a été présentée au Comité mixte. Le Conseil a entendu deux exposés sur la situation de ces anciens participants présentés par des membres de l'Association de Moscou. Il a réitéré l'appui de la Fédération à ces anciens participants injustement spoliés de leurs droits à pension. Il a été proposé d'instituer un groupe de travail restreint dont la composition serait déterminée par le Président après avoir pris l'avis des associations intéressées, y compris l'Association de Moscou, en vue de suivre l'évolution de la question, si besoin était, avec le Secrétariat de la Caisse et d'envisager les actions possibles.

### ***Article 35bis du Règlement de la Caisse***

La Fédération a soumis au Comité mixte un document contenant des propositions de modification de l'article 35bis (pension du conjoint survivant divorcé) que le Conseil avait approuvées lors de ses sessions de 2004 et 2005 d'après le rapport d'un Groupe de Travail qui s'était réuni en avril 2004. L'Association de New York a formulé des objections à l'égard de certaines des positions exprimées dans ce document.

### ***Assurance maladie des retraités et soins de longue durée***

Le Conseil a examiné et approuvé le rapport du Groupe de Travail sur ces questions et adopté plusieurs décisions, positions et recommandations dont la teneur est exposée dans le rapport de la session.

### ***Objectifs et fonctionnement de la Fédération et révision de ses statuts***

Le Conseil a examiné et approuvé le rapport du Groupe de Travail sur ce sujet.

Il est arrivé à un accord sur la question des règles de vote qui avaient suscité dans le passé de graves mécontentements parmi les associations. Il est convenu qu'en règle générale les décisions seraient prises par consensus mais qu'en l'absence de consensus et si un vote s'imposait, les décisions seraient prises à la majorité simple des associations présentes ou représentées et votant, sauf en ce qui concerne:

1. Les décisions en matière financière, qui nécessiteront une double majorité (majorité des associations présentes ou représentées et votant, réunissant la majorité des membres individuels de ces associations).
2. L'adoption des amendements aux statuts, qui nécessiteront une double majorité des deux tiers.

Le Conseil s'est accordé aussi sur l'effectif minimal requis des associations candidates à l'affiliation à la Fédération (quarante au lieu de cinquante) et a décidé de créer une catégorie nouvelle de membres associés pour les associations qui ne réuniraient pas toutes les conditions requises pour devenir membres.

### ***Questions administratives et financières***

Le Conseil a approuvé les comptes et le rapport des vérificateurs pour 2005 et pris note du rapport intérimaire concernant l'exécution du budget 2006. Il a également adopté le budget de 2007 et approuvé une augmentation de la cotisation annuelle par membre qui a été portée à 1,25 dollar.

### ***Election du Bureau (2006/2007)***

Witold Zyss (AFUS-Paris) a été réélu Président de la Fédération. Ont été élus ou réélus aux fonctions de vice-présidents, Andrés Castellanos (AFICS-New York), Jean-Jacques Chevron (AAFI-AFICS Genève), J.Janakiram (AFUNPI-Bangalore), Mario Lafuente Roca (AFICS-Chili), Aurelio Marcucci (FFOA-Rome) et Tedla Teshome (AFICS-Addis-Abeba). Anders Tholle (AAFI-AFICS Genève), Lydia Ontal (AFICS-New York) et Juan Mateu (AAFI-AFICS Genève) ont été réélus respectivement Secrétaire, Secrétaire adjointe et Trésorier.

### ***Date et lieu de la 36<sup>ème</sup> session du Conseil de la FAAFI en 2007***

Le Conseil a décidé que sa 36<sup>ème</sup> session aurait lieu dans la semaine précédant la session 2007 du Comité mixte et au même lieu. (N.B. Le Comité mixte a décidé ultérieurement que ses sessions seraient désormais

annuelles. Il apparaît en ce moment que la prochaine session du Comité mixte et celle du Comité permanent auront lieu à New York en juillet 2007).

26 juillet 2006

Witold Zyss  
Président de la FAAFI



## LA VIE DES ORGANISATIONS

### LE NOUVEAU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

Le 15 mars 2006, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution créant un nouveau Conseil des droits de l'homme qui remplace la Commission des droits de l'homme, organisme discrédité. Le vote a été acquis par 170 votes en faveur, quatre contre - les Etats-Unis d'Amérique, Israël, les Iles Marshall et Palau - le Venezuela, l'Iran et la Biélorussie s'abstenant.

Ce nouvel organisme est considéré, généralement, comme un progrès par rapport à la Commission, où des gouvernements accusés de longues violations des droits de l'homme ont siégé et réussi à éviter des condamnations publiques de leurs actes grâce à des alliances avec d'autres pays dans la même situation.

Comme mentionné dans l'article sur « Le Sommet mondial de septembre 2005 et la réforme des Nations Unies » paru dans le Bulletin Vol. 64, No. 5 de décembre 2005, le Sommet a donné son accord pour remplacer la Commission par un nouveau Conseil, mais il a confié la tâche de décider de son mandat et de sa composition à l'Assemblée générale.

Des négociations longues et difficiles ont suivi, sous la direction efficace de Jan Eliasson, le Président suédois de l'Assemblée générale, entre les gouvernements qui voulaient un Conseil restreint composé seulement de membres de pays démocratiques, avec le soutien des principales ONG internationales, et d'autres qui insistaient pour « une répartition géographique équitable » et le droit de tous les Etats souverains à participer dans les organismes de l'ONU.

Pour devenir membres, il n'est pas demandé aux Etats d'être démocratiques ou de respecter les droits de l'homme. Selon l'article 4 de la Charte des

Nations Unies, les « Etats pacifiques qui acceptent les obligations de la ... Charte » peuvent être admis. L'admission est décidée par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de Sécurité.

En conséquence, les activistes des droits de l'homme ne pouvaient pas s'attendre à voir toutes leurs demandes satisfaites par les Nations Unies, organisation inter-gouvernementale. Le texte final, par nécessité, a été le résultat d'un compromis politique, un progrès par rapport à la Commission et l'espoir d'un organisme des droits de l'homme plus efficace.

Kofi Annan, le Secrétaire général de l'ONU, a dit que la création du Conseil « donnait une chance aux Nations Unies de prendre un nouveau départ dans la défense de ces droits ». Louise Arbour, la Haut-Commissaire pour les droits de l'homme a estimé que cette création était une occasion historique pour améliorer la protection et la promotion des libertés fondamentales des personnes dans le monde entier.

John Bolton, l'Ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, a dit à l'Assemblée générale que les règles du nouveau Conseil n'étaient pas assez contraignantes pour empêcher ceux qui violent les droits de l'homme de siéger au Conseil, mais il a ajouté que les Etats-Unis coopéreraient avec cet organisme.

Le siège du Conseil est officiellement fixé à Genève (la Commission tenait sa session annuelle à Genève, mais ce n'était pas son siège officiel), un succès pour la Suisse et pour les activistes des droits de l'homme qui préfèrent Genève plutôt que le siège fortement politisé de l'ONU à New York. La Suisse a activement soutenu la création du Conseil.

Le Conseil est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, ce qui lui confère un statut plus élevé que celui de la Commission, qui était un organe du Conseil économique et social.

Le Conseil des droits de l'homme, composé de 47 Etats Membres (la Commission en avait 53), se réunira régulièrement tout au long de l'année et tiendra au minimum trois sessions par an, et pourra tenir des sessions extraordinaires – la Commission ne se réunissait que pour une seule session annuelle de six semaines.

Les membres du Conseil sont élus directement et individuellement au scrutin secret à la majorité absolue des membres de l'Assemblée générale. Dans leur vote, les Etats Membres doivent prendre en considération le concours que chaque candidat a apporté à la cause de la promotion et de la défense des droits de l'homme. Les membres du Conseil sont élus pour un mandat de trois ans, ils ne seront pas immédiatement rééligibles après deux mandats consécutifs. Les sièges sont répartis entre les groupes régionaux : Afrique, 13, - Asie, 13, - Europe orientale, 6, - Amérique latine et Caraïbes, 8, - Europe occidentale et autres Etats, 7.

A la majorité des deux-tiers, l'Assemblée générale pourra suspendre le droit d'un membre du Conseil qui aurait commis des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme d'y siéger.

Grâce à une autre innovation, le Conseil procédera à un examen périodique universel du respect par chaque Etat de ses obligations en matière des droits de l'homme. Les membres du Conseil seront soumis à cette même procédure pendant la durée de leur mandat.

Le régime de procédures spéciales adoptées par la Commission, y compris les rapporteurs spéciaux, les avis spécialisés et les plaintes sera maintenu, et la tradition d'accès des ONG des droits de l'homme sera officialisée. La résolution a reconnu que les ONG jouent un rôle important aux niveaux national, régional et international dans la promotion et la défense des droits de l'homme.

Les élections des membres du premier Conseil se sont tenues le 9 mai 2006. Pour Human Rights Watch, la composition du nouveau Conseil

représente une amélioration considérable par rapport à la composition de la Commission. Les ONG des droits de l'homme se sont félicitées du fait que l'Iran et le Venezuela n'ont pas obtenu le nombre de votes nécessaire, et qu'un certain nombre de pays qui ne respectent pas les droits de l'homme ont été dissuadés de se porter candidats. Ces groupes ont déploré que des pays qui ne méritaient pas de devenir membres, tels que la Chine, Cuba, le Pakistan, la Russie et l'Arabie Saoudite, ont été élus. Parmi les élus, l'Allemagne a eu le plus grand nombre de votes dans son groupe régional ; les autres « premiers » dans leur groupe sont le Brésil, la Russie, l'Inde et le Ghana.

Les Etats-Unis n'étaient pas candidats cette année, mais ils observeront et soutiendront le travail du Conseil.

La protection des droits de l'homme constitue un des trois piliers à la base des Nations Unies – les deux autres étant la paix et la sécurité, et le développement. Cependant, pour Jan Eliasson, la protection des droits de l'homme est « l'âme des Nations Unies ».

Le nouveau Conseil sera-t-il plus efficace et donnera-t-il plus de crédibilité à l'ONU dans le domaine de la promotion et défense des droits de l'homme ?

Kofi Annan a donné une réponse sous condition : « La crédibilité de ce Conseil dépendra en fin de compte de l'usage qu'en feront les Etats. Si, dans les semaines et les mois qui viennent, ils agissent selon les engagements pris dans la résolution, je suis confiant sur le fait que le Conseil apportera un nouveau souffle à la défense des droits de l'homme et, de ce fait, améliorera la vie de millions de personnes dans le monde ».

Le Conseil s'est réuni pour la première fois le 19 juin 2006. Son travail montrera si le Conseil est plus courageux et efficace que la Commission.

Le soutien public continu de tous les pays démocratiques, des ONG, des avocats des droits de l'homme et des médias sera nécessaire pour que le Conseil commence ses travaux dans la bonne direction, pour surveiller ses décisions et recommandations, et alerter les opinions publiques en cas d'échecs ou de déviations.

Yves Beigbeder  
Juin 2006



## **ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE**

### **DECES DU DIRECTEUR GENERAL LEE JONG-WOOK**

Le Dr. Lee Jong-Wook, Directeur général de l'OMS, est décédé soudainement le 22 mai 2006 à l'âge de 61 ans. Il avait été élu à ce poste par les Etats membres le 21 mai 2003 pour une durée de cinq ans.

Le Dr. Lee connaissait probablement l'OMS mieux que quiconque, car il l'avait servie pendant plus de 20 ans dans des postes techniques, dans sa gestion et dans la conduite de sa politique, et cela à tous les niveaux de son action, depuis le niveau national jusqu'au siège mondial, en passant par des responsabilités régionales. Il était entré à l'OMS comme consultant pour la lèpre dans le Pacifique Sud puis était devenu l'un des chefs de file mondiaux en matière de lutte contre les deux plus grands fléaux dans le domaine de la santé mondiale et du développement, à savoir la tuberculose et les maladies vaccinables de l'enfant. Il avait dirigé le département de la lutte contre la tuberculose en 2000. Son expérience de chef du programme mondial des vaccins et de la vaccination lui avait permis d'édifier rapidement une structure mondiale de partenariat public-privé reconnue au plan international comme l'une des plus dynamiques et efficaces, le "Partenariat mondial contre la tuberculose".

Depuis l'entrée en fonction du Dr. Lee comme Directeur général, l'Organisation a remporté des succès marquants en matière de santé publique, avec la ratification de la Convention cadre pour la lutte contre le tabagisme (le premier de traité de santé publique négocié par l'OMS), l'adoption d'un ensemble révisé de règlements sanitaires internationaux et une action sanitaire, au premier rang, contre la grippe aviaire et à l'occasion du raz-de-marée de l'Océan Indien et du tremblement de terre du Pakistan. (OMS, Service de l'Information)

### **LE DR. ANDERS NORDSTRÖM, Directeur général a.i. de l'OMS**

Le Dr. Nordström a été désigné Directeur général a.i. de l'OMS sur décision du Conseil exécutif de l'Organisation à la suite du décès soudain du Directeur général. Le Dr. Nordström était depuis le 21 juillet 2003 Directeur général adjoint pour l'administration générale.

En prenant ses fonctions temporaires, le Dr. Nordström s'est adressé au personnel du siège réuni en assemblée générale. La réunion était également retransmise dans les cinq bureaux régionaux et dans certains bureaux nationaux.

Disant la stupeur attristée de l'organisation à la nouvelle du décès du Dr. Lee, le Dr. Nordström a déclaré : « Cette perte est vivement ressentie. Cette réunion nous permet de consacrer nos pensées au Dr. Lee avec cet hommage audio-visuel auquel s'est associé le Conseil exécutif la semaine dernière et avec l'intervention de Ian Smith qui a parlé des funérailles nationales en Corée. Le Dr. Lee ne correspondait pas à l'image traditionnelle du dirigeant des Nations Unies. C'était un homme modeste qui insufflait son énergie à son équipe et au personnel grâce à ses hautes qualités de chef. Il entretenait notre sens des responsabilités et veillait à ce que nous nous acquittions de notre mission. Je lui garde ma reconnaissance pour ce qu'il m'a appris.

Nous avons reçu des milliers de lettres de condoléances et de témoignages de toutes les régions du monde. Ses collaborateurs à l'OMS et sa famille en sont très touchés et remercient leurs auteurs. Malgré cette terrible épreuve, l'Assemblée mondiale de la Santé et le Conseil exécutif ont pu poursuivre leurs travaux grâce à l'appui des Etats membres et de tous les secteurs de l'Organisation. Je serai maintenant à votre tête pendant six ou sept mois. Nous aurons beaucoup à faire pendant cette période. Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de votre soutien. Ces moments ont été durs et la situation est tout à fait particulière. Notre mot d'ordre sera "Continuité et Progrès".

La procédure d'élection d'un nouveau Directeur général s'ouvrira en novembre 2006. (OMS, Service de l'Information)



## NATIONS UNIES

### DIFFICULTES POUR LA REFORME ADMINISTRATIVE DE L'ONU

Le personnel du Secrétariat des Nations Unies n'est pas seul à trouver à redire à certaines des propositions de réforme de l'Organisation, en particulier à celles qui tendent à confier des activités à des entreprises privées: quelques Etats membres expriment également à l'Assemblée générale leur opposition à ces propositions .

Officiellement, des progrès ont été accomplis concernant les réformes institutionnelles. Les objectifs de développement du Millenium constitueront bien le cadre de l'action de développement. La Commission de maintien de la paix et le Conseil des droits de l'homme ont bien été créés, le Fonds pour la Démocratie a été institué et la révision des missions des Nations Unies datant de plus de cinq ans est en cours et on peut, sur ce point, espérer quelques progrès.

Par contre, les propositions de réforme du Secrétariat se heurtent à des difficultés. Le 28 avril, le Groupe des 77 et la Chine ont appelé à la Cinquième Commission à un vote sur leur projet de résolution concernant le plan du Secrétaire général pour la réforme administrative des Nations Unies décrit dans son rapport intitulé "Investir dans le personnel". Le projet de résolution, qui rejette certains aspects du rapport et qui aura pour effet de freiner le processus de réforme, a été adopté par 108 voix pour, 50 voix contre et 3 abstentions.

Le Groupe des 77 a invoqué plusieurs raisons pour justifier son action. Il désirait essentiellement adresser un message aux grandes puissances afin que les Nations Unies agissent selon les principes de la démocratie, sur la base de décisions prises à la majorité, et non plus au gré des États les plus riches. Il faut remarquer que les 108 États membres qui ont soutenu la résolution financent 12 pour cent du budget des Nations Unies tandis que les 50 qui soutiennent le projet de réforme financent 86 pour cent de ce budget. (WFUNA)

## NOMINATIONS

**Mme Haya Rashed Al-Khalifa**, une juriste de Bahreïn, a été élue Présidente de la 61<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations Unies. Elle est la troisième femme à occuper ces fonctions dans l'histoire des Nations Unies, et la première depuis 1969.

**M. Achim Steiner**, Allemagne, est le nouveau Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

L'Ambassadeur **Luis Alfonso De Alba**, Mexique, a été désigné par les États membres premier président du Conseil des Droits de l' Homme pour un terme d'une année.

**Jan Mattson**, Directeur de l'Administration du PNUD dirigera le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) dont le siège est transféré à Copenhague, au Danemark.

**Roger Federer**, Suisse, numéro 1 du tennis mondial et triple vainqueur du tournoi de Wimbledon, a été nommé Ambassadeur de Bonne Volonté de l'UNICEF. (WFUNA)



# PENSIONS

## NOUVEAU CHEF DU BUREAU DE GENÈVE DE LA CCPPNU

Comme vous le savez déjà, M. Gilbert Ferrari a pris sa retraite fin juillet 2006. Mme Renata De Leers-Hubert a été nommée au poste de Chef du Bureau de Genève de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Mme De Leers a plus de 20 années d'expérience dans le secteur des assurances et des pensions des secteurs public et privé tant dans les pays en développement (Afrique et Moyen Orient) qu'en Europe. Elle est membre de l'Association royale des Actuaire belges et de l'Association internationale des actuaire. Au cours de sa carrière, elle a travaillé comme fonctionnaire principal chargé des pensions à la Banque africaine de développement et comme consultant actuariel pour la Banque mondiale. Avant de rejoindre la Caisse commune des pensions, elle était Directeur général de la première compagnie d'assurances du Togo. Elle a également apporté une contribution à la profession d'assureur et d'actuaire en Egypte, au Liban, en Côte d'Ivoire et en Belgique et donné des cours d'assurance dans plusieurs universités au Liban et en Cisjordanie et en sécurité sociale en Algérie.



Mme De Leers a pris fonction le 1<sup>er</sup> août 2006.

### **53<sup>ÈME</sup> SESSION DU COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE DES PENSIONS (Nairobi 13-21 juillet 2006)**

L'éditorial du présent *Bulletin* traite de la question des placements de la Caisse des pensions qui a occupé presque tout le temps et l'attention de la 53<sup>ème</sup> session du Comité mixte cette année.

Sous réserve de leur approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'automne prochain, le Comité mixte a pris par ailleurs un certain nombre de décisions d'un intérêt direct pour les retraités et leurs associations.

La situation actuarielle de la Caisse ayant pour la cinquième fois consécutive depuis 1997 (les évaluations étant faites tous les deux ans) révélé un surplus actuariel de 1,29% de la rémunération soumise à retenue pour pension, les retraités et futurs retraités pouvaient s'attendre à la disparition complète de la retenue de 1,5 pour cent opérée depuis 1985 sur le premier ajustement de la pension : un montant de 0,5 pour cent ayant été accordé en 1994, la suppression de la totalité du 1 pour cent restant était attendue, les actuaire y étant favorables ayant évalué qu'il n'en coûterait que 0,31% sur les 1,29%. Organes directeurs et Chefs de secrétariat s'y sont néanmoins opposés, estimant que la moitié du 1 pour cent restant serait suffisant. Pour le reste, on verra la prochaine fois ...

L'étude sur la taille et la composition du Comité mixte, en cours depuis plus de trois ans, n'a débouché sur de très modestes changements. Le statu quo (33 membres) reste la règle. Le Comité mixte se réunira désormais tous les ans et examinera désormais le budget de la caisse, ne laissant au Comité permanent que l'étude des cas d'appel des décisions administratives. Un progrès important néanmoins a été enregistré en faveur de la représentation des retraités au Comité mixte : les frais de voyage de deux membres de la délégation des représentants des retraités seront pris en charge par le budget du Comité, ce qui soulagera considérablement, directement ou indirectement, les finances des associations membres de la FAAFI-FAFICS. Des informations sur la méthode d'application de cette décision seront données ultérieurement par la Fédération.

La délégation de la FAFICS à la session de 2006 du Comité mixte, comprenait M. W.Zyss, président, ainsi que MM. A.Castellanos (New York), J.-J.Chevron (Genève) et A.Marcucci (Rome). Faute de disposer d'un budget suffisant, MM. O.Larghi (Buenos Aires) et T.Teshome n'avaient pu entreprendre le voyage.





# ASSURANCE AUTOMOBILE EN SUISSE

## « Une discrimination pas si dramatique » ?

Le changement d'assurances est l'occasion de la découverte de pratiques discriminatoires pratiquées par la majorité des assureurs automobile opérant en Suisse.

La surprime, imposée à toute nationalité autre que la nationalité suisse n'est jamais chiffrée dans les propositions faites par les assurances, elle est masquée, incluse dans les rubriques Casco ou RC, et n'apparaît jamais dans le décompte des primes. L'absence délibérée de transparence constitue un obstacle majeur à la libre concurrence répréhensible par la loi. Cette surprime est significative et pénalisante pour la vaste communauté des résidents étrangers installés régulièrement sur le sol helvétique.

A titre d'exemple, le Touring Club Suisse (TCS) via la Bâloise proposait en février 2005 à un résident de nationalité belge pour une Audi A6 quattro de 1997, une RC avec protection de bonus de CHF 759.70, supérieure de 27% (CHF 165) avec une Casco partielle de 797.30CHF, soit une surprime Casco partielle de 70% (CHF 329).

L'offre totale faite en janvier 2005 par le TCS pour un résident belge est de CHF 1644 (aucun accident pendant plus de 40 années de conduite) et supérieure de 494 CHF ou de 46.47%. à l'offre faite s'il était détenteur du passeport suisse (CHF 1124.80). Plus surprenant encore, les offres diffèrent selon qu'on s'adresse directement à La Bâloise ou au TCS alors que la Bâloise est l'agent assureur officiel du TCS.

D'autres, la Coop Assurance et le TCS ont installé sur leur site Internet des modes de simulation de calculs de primes assurance voiture. Ces tests sont impossibles sans la déclaration obligatoire de la nationalité du candidat preneur d'assurances. La simulation a cependant été faite, en introduisant une trentaine de nationalités différentes. Le constat est flagrant : toutes les nationalités sont discriminées par rapport au pays hôte, toutes sont pénalisées par rapport au seul détenteur du passeport suisse considéré lui, comme la référence optimale, le meilleur conducteur de notre planète avec la prime la moins chère.

La discrimination et la ségrégation arbitraires ainsi organisées par rapport au pays hôte et entre pays, font apparaître quatre groupes de primes et de pays assimilés à des *Risikogruppe* (terminologie utilisée par la porte parole de la Bâloise).

Le classement COOP, différent de celui du TCS, établit plusieurs catégories de pays à risques RC, Casco partielle sans protection bonus :

COOP 2006	R.C	Casco Partielle	Total avec timbre.
1 <sup>ère</sup> classe Suisse	691.20	446.10	1203.60
2 <sup>ème</sup> classe : Suède, Danemark, Finlande, Islande, Allemagne, Autriche	691.20	539,40	1301,60
3 <sup>ème</sup> classe : Lichtenstein	691.20	707,20	1477,80
4 <sup>ème</sup> classe : Luxembourg, France, Belgique, Pays-Bas, Espagne, Italie, Vatican, Grande-Bretagne, Japon, Malte, Monaco, Pologne, Tchéquie, USA, Australie, Canada, Slovaquie, Nouvelle-Zélande, Tunisie, Turquie, Macédoine, Grèce et autres pays inconnus	1036,90	707,20	1843,20

Une nouvelle étude, réalisée en 2006, des primes du TCS laisse apparaître le classement /primes des pays suivant-RC+Casco Partielle sans protection bonus

TCS	RC	Casco partielle	Total avec timbre fiscal
1 <sup>ère</sup> classe : Suisse, France, Autriche, Canada, Islande, Lichtenstein, Luxembourg, Monaco, Suède, Allemagne, Belgique...	509.10	356,70	917,10
2 <sup>ème</sup> classe : Vatican, Espagne, Italie, Malte, Japon,	669.60	356,70	1246,0
3 <sup>ème</sup> classe : Nouvelle-Zélande, Turquie, Pays-Bas, Tunisie, Pologne, Grèce...	3626.00	576,00	4443,50
4 <sup>ème</sup> classe : Autres ( U.S.A,...)	3626.00	576.90	4443,50

Conséquence de ce mode de classement, les primes varient de CHF 1203,60, la moins chère (toujours la Suisse), à CHF 1843,20 pour la Coop et de CHF 917,10 à 4443,50 pour le TCS (à noter que l'Etat du Vatican est aussi relégué en classe 4).

Toujours plus surprenant, les pays non listés par le TCS appartiennent au groupe indéfini « autres nationalités » qui, d'office, sont regroupés en classe 4. Quels en sont les critères et surtout comment justifier ce classement arbitraire, malgré l'art des statistiques pratiquées par les assureurs ? S'agit-il de statistiques à géométrie variable ?

Ces primes variables appliquées à des groupes selon le passeport national et non à des individus selon le degré de bonus-malus ont été sèchement critiquées par la TSR1, au cours de l'émission « ABE » (A bon entendeur) du 25 janvier 2005, toujours accessible sur Internet, intitulée « *Primes assurances à la tête du passeport, une discrimination inadmissible* ». La pratique de la ségrégation des nationalités y est largement mise en accusation.

Toutes les compagnies d'assurances, sans exception, ont refusé les interviews demandées par le représentant de la TSR.

Seul un membre désigné du Comité de l'Association Suisse des Assurances a participé à cette émission. Il affirmait péremptoirement que les données sont fondées sur des statistiques, dont il a refusé obstinément de divulguer les données, les principes, les critères, prétextant que les statistiques sont un art des assureurs, responsables des portefeuilles à gérer.

Un courrier adressé à la Fédération romande des consommateurs (FRC) n'y a pas trouvé d'échos favorables. La réponse fut : « Ce sont des domaines particuliers de la consommation défendus par des organisations spécifiques. Nous avons déjà été sollicités par une association de défense des immigrés de Genève sur le sujet ». (FRC le 21 septembre 2005).

La gravité des faits est réelle ; elle affecte l'immense communauté internationale qui réside légalement sur le territoire helvétique, les dossiers complets ont été adressés notamment à La Vice Présidente de la Commission fédérale contre le Racisme, au Secrétaire général de ACOR, SOS Racisme, à M. Pascal Couchepin. Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral de l'Intérieur (9 octobre 2005) sans aucune réponse de leur part à ce jour.

Face à ces silences répétés, le dossier a été aussi adressé à M. Doudou Diène, rapporteur spécial de l'ONU sur le racisme, à l'occasion d'une visite en Suisse. Interviewé par Le Temps (15 mars 2006) il y déclara : « *J'ai été surpris de constater que la question du racisme est aiguë ici. Si, par « pas dramatique » Pascal Couchepin a voulu signaler que le racisme en Suisse n'est pas comme celui, institutionnel et légal, qui a sévi en Afrique du Sud, alors oui je suis d'accord.* »

Malgré les émissions TV, malgré les articles publiés par les médias, malgré les constats internationaux, cette situation inacceptable persiste envers et contre tous alors que l'article 8, alinéa 2 de la Nouvelle Constitution suisse, important pour la lutte contre le racisme stipule : « *Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de sa situation sociale,* »

« *Mais, à la différence de l'égalité entre femmes et hommes, il n'existe aucune loi anti-discrimination permettant aux personnes concernées de faire valoir leur droit à l'égalité et à la non discrimination devant les tribunaux suisses* » (<http://edi.admin.ch/ekr/themen/>..

Seul le Conseiller national, M. J. Zisyadis eut le mérite de déposer le 16 avril 2004 une motion « *Suppression des discriminations en matière de responsabilité civile automobile* ». Malheureusement, la réponse fut : Voitures : il n'y a pas de discrimination.

*Le Conseil national n'a rien à y redire... et il a balayé la motion de M. Zisyadis qui considère cette pratique discriminatoire et anticonstitutionnelle. Comme le Conseil fédéral, la majorité de droite du Conseil national a estimé que des primes différenciées ne constituent pas une discrimination, si elles sont calculées sur la base de statistiques concernant les principaux groupes de risques* (Le Temps, 9 mars 2006) Le Temps inséra aussi le 16 mars 2006 dans sa rubrique « Vous et Nous : Vous nous écrivez », un article de l'auteur de ces lignes, intitulée : « Discrimination arbitraire ».

Selon la vice-présidente de la Commission fédérale contre le racisme : « *Il faut réfléchir, en Suisse, à une loi qui réprime la discrimination dans tous les domaines des rapports de droit civil. Cela existe aujourd'hui dans tous les pays de l'Union européenne : En Allemagne, depuis quelques années déjà, la pratique de la sélection en fonction de la nationalité, dans ce domaine d'assurance n'est plus autorisée, car jugée discriminatoire.* » (conclusion de la vice-présidente de la Commission fédérale contre le racisme lors du débat ABE)

Faut-il à défaut de réelle volonté politique et de lois nationales faire appel à des instances européennes, ou internationales, les Nations Unies, pour faire appliquer en Suisse la Charte des droits de l'homme?

Raymond Dalebroux



## UN RACCOURCI POUR LE CIEL ?

***Nous publions dans ce numéro du Bulletin la première partie d'une fascinante enquête de notre ami Manuel Carillo sur les pèlerinages à travers l'histoire et le monde.***

Mardi 17 janvier 2006, triste nouvelle, 363 pèlerins ont péri dans une bousculade lors du **Hadj**, grand pèlerinage à la Mecque, l'une des cinq obligations fondatrices de l'Islam prescrites aux musulmans. Cela se passait à Mina, près de la Mecque. Quelque deux millions et demi de fidèles se trouvaient sur les lieux du drame, véritable raz-de-marée se précipitant pour accomplir le rituel de lapidation des trois stèles qui symbolisent le Démon. Une tragédie plus grave encore s'était produite en 1990, laissant 1420 asphyxiés à la suite d'une panne de courant qui les a privés de ventilation dans le tunnel qui conduit à Mina, alors qu'ils s'empressaient d'aller lapider les stèles diaboliques.

Tout cela m'a fait rétrospectivement froid au dos. Car un 12 décembre 1932, dans la Ville de Mexico, lors du grand pèlerinage annuel à la basilique de la Vierge de Guadalupe, moi aussi j'ai manqué d'être totalement écrabouillé. Chaque 12 décembre, tout le peuple mexicain, croyant ou pas croyant, se rend à la villa de Guadalupe vénérer l'image de la Vierge qui, selon la tradition, est apparue à l'indien Juan Diego en décembre 1531. Ma mère ne manquait jamais ce pèlerinage et votre humble serviteur, encore à l'âge de l'obéissance, suivait sans discuter. Dans la grande place devant la basilique de Guadalupe, outre la foule de milliers de pèlerins il y avait les étalages typiques des marchés mexicains. On y vendait des objets pieux mais aussi de bonnes choses à boire et à manger, en particulier *buñuelos*, *tamales* et *atole*. Et c'est cela qui m'a sauvé de l'écrasement final car dans une bousculade particulièrement dangereuse, qui a laissé bon nombre de blessés, je n'ai trouvé mon salut qu'en plongeant sous la table de la marchande des buñuelos. Bon, direz vous, rien de comparable avec la Mecque. D'accord, mais c'est quoi ces grands mouvements de foule qui peuvent donner lieu à d'horribles accidents ?

## Le pèlerinage dans l'histoire

Mouvement populaire et mystique de tous les temps et de toutes les religions, le pèlerinage est aussi vieux que l'humanité elle-même. Comment expliquer l'irrésistible élan qui pousse des milliers voire des millions d'hommes et femmes à faire pèlerinage quels que soient l'effort à accomplir, les difficultés à surmonter et les dangers à braver ? Motivation viscérale mais relevant aussi du domaine de l'esprit ? Désir d'établir une relation profonde avec les puissances divines en vue d'une transformation intérieure, soulager ses peines et chercher une espérance ? Depuis cinq millénaires et dans les cinq continents, *homo sapiens* a toujours aimé visiter ses lieux sacrés, parcourant avec joie une bonne distance pour y arriver, et accomplissant certains rites. Les pèlerinages ont quelque chose de magique et de sacré à la fois.

Mais pour apprécier l'histoire des pèlerinages, il convient de rappeler que de tout temps, chaque église et ses fidèles ont la conviction d'être les seuls à posséder la vérité et à pratiquer les rites les mieux appropriés et les seuls agréés par la divinité. Sans quoi, ce ne seraient ni des croyants ni des églises. Cette conviction engendre les réactions les plus diverses, opposition moqueuse ou agressive, curiosité discrète ou impertinente, rarement de l'indifférence. Evidemment, les pèlerinages et pratiques semblables des anciens temps ne peuvent pas être comparés avec ceux des grandes religions d'aujourd'hui.

Les manifestations du sentiment religieux des premiers êtres d'il y a quelque 60 000 ans, dotés enfin de cerveaux, conscience et volonté, nous sont inconnues et le resteront sans doute à jamais. Mais il n'est pas aventureux de penser que le plus ancien *homo sapiens* avait déjà même vaguement conscience du sacré. Le rituel de la mort, les pierres entassées pour protéger des charognards le corps du décédé, les objets et la nourriture placés à côté du mort et autres manifestations primitives font penser à des motivations nourries par l'angoisse provoquée par la mort et la peur d'un certain au-delà. Trente mille ans plus tard, à l'époque de la pierre taillée, l'art pariétal dans les grottes de Lascaux, Altamira et Chauvet, parmi tant d'autres, n'était certainement pas un souci d'artiste pour faire une exposition destinée à épater ses congénères. Les chevaux, bisons, bouquetins et aurochs peints par ces premiers artistes, ainsi que les figures d'hommes, de femmes et les nombreux signes et mains posés sur la roche dans des scènes liées à ce qui semble être des pratiques funéraires, ont dû être visités par les ancêtres des ancêtres de nos ancêtres dans des mouvements individuels ou collectifs qu'il est possible d'appeler pèlerinages. Les menhirs à Carnac, Stonehenge et autres lieux aujourd'hui bêtement touristiques, ont été peut-être des jalons sur des voies de pèlerinage.

Les éléments constitutifs du pèlerinage sont, naturellement, le pèlerin, en groupe ou isolé, un chemin qu'il faut parcourir en transpirant et méditant, sur une route qui n'est pas celle de tous les jours et, objectif final, un lieu sacré investi par une image ou le souvenir vivant d'un fait extraordinaire et inexplicable que dépasse le vulgaire quotidien. Progressivement, ces éléments ont pris forme et organisation chez les peuples de l'antiquité. Avec les premières civilisations urbaines en **Mésopotamie**, vers 3500 ans avant notre ère, les habitants d'**Akkad**, **Babylone**, **Sumer**, avaient leurs dieux et leurs pratiques religieuses. Et tous ensemble un dieu principal nommé **Enlil**, ce qui donnait lieu à des déplacements des divinités, par exemple Marduk à Babylone visitait Enlil à Nippur, et réciproquement, tout cela avec force processions et de véritables pèlerinages.

A la même époque, en **Egypte**, les sanctuaires des métropoles culturelles **Memphis** et **Thèbes** faisaient l'objet de pèlerinages, y compris avec les « sorties » des dieux qui se visitaient mutuellement accompagnés d'imposants cortèges. Le Nil facilitait les choses et on peut imaginer le spectacle grandiose des nombreuses barques accompagnant l'imposant bateau qui transportait l'effigie de la divinité en déplacement. Dans **l'ancien Iran**, le ministère de **Zarathushtra** et les grands sanctuaires des mazdéites pour le culte du feu ont certainement donné lieu à des visites, processions et pèlerinages. Même phénomène dans la **Grèce** avec ses grands sanctuaires **Délos**, **Delphes** et **Eleusis**.

## Dans l'hindouisme

L'hindouisme, mot créé au XIX siècle signifiant « religion des hindous », n'est pas à proprement parler une religion mais plutôt un ensemble de concepts religieux, rituels et croyances dérivés du brahmanisme ancien. Aucune foi précise ne le distingue, à part le concept d'une entité inconnaissable qui régit l'univers et qui peut être adorée sous les plus divers aspects. Voilà pourquoi il est permis de dire que l'hindouisme est étrangement monothéiste, polythéiste et panthéiste tout à la fois. La suprême divinité éternelle, impossible à concevoir par l'être humain, assume pour le bénéfice de ce dernier trois aspects fondamentaux plus accessibles à sa compréhension. En simplifiant, ce sont **Brahmâ** le Créateur, **Vishnu** le Préservateur et

**Shiva** le Destructeur, entourés d'un nombre considérable de divinités, très souvent des variantes des trois principales. D'où un nombre également considérable de temples et de lieux sacrés qui sont l'objet d'autant de pèlerinages, plusieurs réunissant des foules incroyables, ce qui est le propre de l'Inde dont la population en 2005 était déjà de plus de mille cent millions d'individus..

**Bénarès.** - Fondée vers le VII s. av J.C., dédiée au culte de Shiva sans exclure d'autres dieux, ses nombreux temples détruits en bonne partie par l'empereur mogol Aurangzeb à la fin du XVII siècle, Bénarès, aujourd'hui Vârânasî, est la ville sacrée par excellence de l'Inde. Des millions de pèlerins s'y rendent chaque année afin de se purifier dans les eaux du Gange. Le *Yâtrâ* de la princesse Sarasvatibai en 1783 est un bon exemple des pèlerinages hindous. La princesse quittait son palais de Miraj, près de Goa dans le Maharastra, pour aller à **Vârânasî** sur la rive droite du Gange, rendre hommage à **Shiva**. Voyage de quelque 3000 kilomètres, avec la foule de ses parents, amies, voisines plus les moines-aumôniers, les médecins, les gendarmes et les soldats, les chevaliers servants, les porteurs de palanquins, les fourrageurs, les chameliers, les cornacs et les bouviers. Ce long voyage lui a permis de visiter en chemin quatre des douze *linga de lumière* de l'Inde, qui ne sont pas des simples symboles phalliques comme l'avaient interprété les anciens missionnaires, non. Le *linga* primordial est la colonne de feu lumineux située comme un axe au centre du cosmos. *Linga* veut dire « signe subtil » et représente la vibration éblouissante et musicale de Shiva, repris par les hindous dans la célèbre syllabe *Aum*. qui exprime « je fais révérence »

**Les psaumes du pèlerin.** - Dans l'Etat de Maharastra, dans le gros bourg de **Pandharpour**, se trouve un temple dédié à **Vithoba**, forme marathe de Vishnou. Lors du pèlerinage annuel, la population de Pandharpour passe de quelques milliers à plusieurs centaines de milliers. Les cortèges de pèlerins partent des quatre coins de l'Etat, organisés de manière à faire coïncider leur arrivée au jour précis de la fête. Chaque cortège comprend des groupes avec leur palanquin portant l'image du dieu, son chantre, son tambourinaire et ses cymbaliers, et tous les participants chantent tout au long du chemin des psaumes par milliers qu'ils connaissent par cœur. Car, et c'est ici la particularité de ce pèlerinage, ces chants sont l'œuvre des poètes populaires dont le plus grand est **Tukaram** (1598-1650) né dans la caste des Sûdras. C'est la plus basse des quatre castes, dont les membres n'avaient pas le droit de participer aux sacrifices ni de lire les livres sacrés. Etonnant Tukaram, illettré mais passionné du dieu Vithoba, en écoutant la lecture publique des grandes œuvres de la littérature religieuse marathe, il a appris par cœur plusieurs milliers de psaumes composés par des grands poètes marathes, hindis et gujaratis. Personnage hors du commun, Tukaram a composé de nombreux psaumes transcrits par ses disciples lettrés, que chantent encore aujourd'hui sur les lèvres des paysans marathes sur la grande route qui conduit à Pandharpour. Tukaram a ainsi ravivé une tradition millénaire de l'Inde. Et lui qui n'étant pas brahmane ne pouvait même pas entrer dans le temple contempler la face de pierre de son dieu, il serait grandement surpris de savoir que l'UNESCO, dans sa collection d'œuvres représentatives de l'humanité, a édité les admirables *Psaumes du pèlerin Toukaram*, traduits par P. Deleury, S.J. dans une langue digne de Toukaram (Gallimard, 1956)..

*Je compose des poèmes, dira-t-on !  
Leurs mots ne sont pas les miens, mais ceux d'un autre.  
Ce n'est pas mon art qui les revêt de beauté ;  
Le Nourricier cosmique me fait parler.  
Je ne suis qu'un rustre, moi !  
Comment pourrais-je connaître les mots subtils ?...*

**Le Kumbh Mela.** - Parmi les centaines et milliers de lieux sacrés de l'Inde, difficile et presque impossible de dire lequel est le plus important, chacun étant par définition le temple suprême pour les dévots du dieu vénéré. Mais le pèlerinage le plus grand en nombre de participants et le plus étonnant de l'Inde et peut être de monde, est sans doute le Kumbh. Selon respectable tradition, le barattage de l'océan primordial par les Deva (dieux) et les Asura (démons) pour se procurer l'**Amrita**, nectar de l'immortalité, serait à l'origine du Kumbh Mela. Les Deva, Shiva en particulier, ont réussi à s'approprier le vase (Kumbh) contenant l'Amrita mais en l'emportant dans les airs, Shiva a laissé tomber quelques gouttes du précieux nectar sur quatre lieux de l'Inde, devenus sacrés : **Allahabad**, où confluent le fleuve Gange et Yamuna plus la rivière mythique Sarasvatî ; **Haridwar**, où le Gange descendant des hauteurs de l'Himalaya entre dans la plaine ; **Ujjain** où coule le fleuve Shipra, et **Nasik** où passe le fleuve Godavari. En se plongeant dans les eaux de ces fleuves aux dates prescrites, le fervent hindouiste atteint *Moksha*, délivrance finale du cycle des réincarnations. Le Kumba Mela a lieu tous les trois ans par rotation dans chacun des quatre lieux sacrés. En 2001, au Kumba Mela de Allahabad, on a estimé à quelque 70 millions le nombre de pèlerins. Sâdhus et sannyasin, moines mendiants, entièrement nus ou avec un vague cache sexe, arrivent les premiers et ont la priorité pour pendre le bain libérateur, suivis par la foule.

## Les bouddhistes

**Siddhârta Gautama.** - Venu au monde à Lumbini, dans l'Uttar Pradesh, Inde du Nord, il y a plus de deux mille cinq cents ans, le prince Siddhârta a découvert un jour les sujets d'affliction que sont la vieillesse, la maladie et la mort. Il a été fortement secoué surtout lorsque plus tard il a pu observer en contraste le calme détachement de la vie d'un ermite. Ces images l'ont impressionné au point de l'amener à abandonner richesse, femme et enfant pour devenir religieux errant. Il s'est mis à la recherche d'un remède définitif aux maux dont souffrait l'humanité. Après de longues épreuves et de profondes méditations sous un arbre pipal à Bodh-Gayâ, il a eu la vision de la totalité de l'univers et est ainsi devenu Bouddha, c'est-à-dire Eveillé à la vérité. Cela l'a amené à concevoir une philosophie et les moyens de l'appliquer afin de supprimer la douleur d'être, doctrine devenu le bouddhisme qu'il a exposé en premier lieu à ses cinq compagnons à Sarnath, dans le « Bois des Gazelles », les incitant à répandre sa doctrine dans toutes les directions. Vers l'âge de 80 ans, le Bouddha historique est décédé à Kushinagara.

**La doctrine.** - Au départ, la nouvelle philosophie, véritable conduite de vie, laissait à chacun le soin de choisir la divinité qui pouvait le mieux lui convenir. Mais par la suite le bouddhisme s'est teinté de théisme et a donné naissance à de nombreuses sectes. La doctrine primitive de Siddhârta Gautama appelée école des anciens, Theravada ou Hinayana, dit : *La naissance, la mort, la maladie, l'union avec ce que l'on n'aime pas, la séparation d'avec ce que l'on aime et l'insatisfaction du désir, tout cela est douleur. L'origine de la douleur c'est la soif de vivre qui conduit à la renaissance sans fin, la soif de plaisir, de désir et d'impermanence. La voie qui mène à la suppression de la douleur c'est le sentier à huit branches imprégnées de pureté, à savoir la foi, la volonté, le langage, l'action, les moyens d'existence, l'application, la mémoire et la méditation.*

Le bouddhisme s'est largement implanté dans l'Inde et dans l'île de Ceylan et plus tard dans l'Asie centrale, orientale, sud-orientale et extrême-orientale. Les invasions de l'Islam ont fait émigrer le bouddhisme au Népal et au Tibet et dans sa lancée est arrivé en Mongolie, en Chine, en Corée, au Japon ainsi qu'en Indochine et l'Indonésie. Aujourd'hui le bouddhisme a atteint l'Europe et l'Amérique, alors qu'il a quasiment disparu dans son lieu d'origine. Le bouddhisme théiste, le Mahayana, métaphysique devenue religion de salut universel, est pratiqué surtout au Cachemire, en Chine, au Tibet et au Japon, et a développé un grand nombre de déités et revêt plusieurs aspects de l'hindouisme.

**Les quatre lieux sacrés.** - L'origine des pèlerinages bouddhiques se trouve dans le Maha parinirvana sutra, texte sacré en pali qui constitue une sorte de biographie du Bouddha. Se trouvent énumérés là par le Bouddha lui-même les quatre lieux sacrés qui doivent être l'objet de pèlerinage : **Lumbini**, lieu de naissance de Siddhârta Gautama, **Bodh-Gayâ** où il a trouvé l'Illumination et devenu Bouddha, **Sarnath**, le bosquet où il a mis en mouvement la Roue de sa doctrine, et **Kushinagara**, le village où il a atteint le parinirvana ou libération du cycle de renaissances. Mais le pèlerinage bouddhiste est très différent de ceux des autres religions qui adorent un ou plusieurs dieux, et dont les lieux de pèlerinage sont des temples, sanctuaires et autres lieux ayant une relation directe avec la divinité. Le bouddhisme ne reconnaît aucune divinité et de plus, le Bouddha a interdit à ses disciples tout acte de vénération d'un individu, fut-ce le Bouddha lui-même. Et cela s'applique naturellement aux reliques. Ce qui n'a pas empêché les bouddhistes de multiplier les prosternations devant le Bouddha dans les pagodes et leurs petits autels domestiques. Quant aux reliques, après le décès du Bouddha et son incinération, ses restes ont été revendiqués par divers souverains et brahmanes et sont conservés dans des stûpas qui font l'objet de pèlerinage et vénération. Mais il s'agit plutôt de pèlerinages individuels sans rapport avec les grands rassemblements que connaissent l'hindouisme, le christianisme et l'Islam.

Depuis l'antiquité, les bouddhistes chinois vénèrent certaines montagnes comme des lieux d'importance religieuse, en particulier les monts Wutai, Putuo, Emei et Jiuhua, tous en territoire chinois, mais également le Mont Kailash dans le Tibet qui serait la demeure du Bouddha de la compassion, et dont le Dalaï-lama serait la réincarnation.

**La deuxième partie de cette enquête sera publiée dans notre numéro de décembre 2006. Elle traitera des pèlerinages dans les mondes juif, musulman et chrétien, ainsi que dans l'Amérique précolombienne.**





## LE DUC DE BRUNSWICK : MONUMENT ET LEGS A LA VILLE

Braunschweig était la capitale d'un ancien duché et état d'Allemagne. C'est maintenant une ville industrielle d'environ deux cent cinquante mille habitants. Ses bâtiments les plus notoires incluent le château et la cathédrale romane (tous deux du 12<sup>ème</sup> siècle), la vieille mairie (14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> siècles) et le palais ducal (1768-69).

A la fin du dix-neuvième siècle, le duc de Brunswick légua sa fortune à la ville de Genève afin qu'un mausolée lui soit construit dans un lieu digne et éminent. Le monument Brunswick et la statue équestre du duc, terminés en 1879, sont fièrement érigés à la mémoire de cet homme noble qui a beaucoup déferlé la chronique littéraire de son époque.

### Le duc de Brunswick (1804-1873)

Né le 30 octobre 1804, Charles II d'Este-Guelph, duc de Brunswick, était le fils de Charles III Friederich Herzog von Braunschweig-Wolfenbüttel et Marie Wilhelmine, princesse de Baden. Son grand père et son père moururent dans des batailles, et Charles monta très jeune sur le trône (1815-1830). De manière invétérée, il faisait, pendant longtemps, courir des bruits concernant des revendications territoriales dans son pays natal et était ainsi impliqué dans de nombreux conflits civils. Le duc était très impopulaire auprès de ses sujets. Il se disputa avec sa famille et en 1830 la révolution l'obligea à quitter son pays.

Déclaré incapable de régner par la diète allemande, il fut détrôné la même année et se réfugia à Paris où il continua à chercher des alliés influents à ses causes territoriales. Il n'était pas marié mais était le père d'une fille illégitime (1826-1880). Elle obtint gain de cause dans ses demandes d'allocations contre le duc, lui demandant de verser une pension alimentaire pour elle et ses enfants. Il s'enfuit de Paris et se retrouva à Genève où il s'exila et y mourut trois ans plus tard, le 18 août 1873. Ce noble allemand, le descendant d'une longue lignée, figure dans *The book of Kings: A Royal Genealogy* d'Andrew McNaughton, et est inclus dans des chroniques historiques et littéraires de cette période.

Le duc de Brunswick, bien que linguiste distingué, cavalier émérite et musicien, était un excentrique et un paranoïaque. Investisseur de talent, il amassa une fortune colossale, mais convoitée. Il construisit un immense palais à Paris. Décrit comme un mélange de conte de fées et d'histoire d'horreur, ce palais était conçu pour assurer un accès limité avec un maximum de sécurité. Il avait des passages secrets souterrains et une chambre aux murs renforcés qui cachait une sorte de coffre-fort afin de protéger sa fortune de diamants aussi variée qu'immense. Le duc passait une grande partie de son temps à jouer aux échecs, ce qu'il poursuivait

avec ses invités au prestigieux hôtel de Genève où il vécut. Ses coups de maître, ses stratégies et ses exploits dans les parties d'échecs auxquelles il participa ont été documentés par des personnes de sa connaissance et des passionnés d'histoire. En 1858, sa célèbre partie, connue sous le nom de *Morphy's Opera Box game*, eut lieu pendant un spectacle à l'Opéra de Paris.

Les chroniqueurs de son époque relatent ses étranges habitudes personnelles. Le duc employait un valet mais pas de personnel de cuisine préférant un régime à base de chocolat chaud fait avec du lait provenant de la campagne et qui devait être tout d'abord goûté par son valet. On disait de lui qu'il fréquentait des magasins où il se gorgeait d'immenses quantités de bonbons, ce qui a probablement contribué à sa corpulence dans les dernières années de sa vie. Il restait au lit jusque tard dans l'après-midi et commençait ses infiniment longs préparatifs pour sortir vers 16 heures ; il voyait rarement le soleil pendant les mois d'hiver. Ses vêtements, qu'il portait avec toute une collection de perruques de couleur, étaient tape-à-l'œil. Il portait des tenues élaborées de manière ridicule telles que celle d'un général du Brunswick qu'il décorait de diamants de pied en cape.

La revue du 20 novembre 1875 écrite par Appleton raconte qu'il y a peu de gens qui, ayant habité Paris pendant un certain temps, ne se souviennent du duc de Brunswick. Elle décrit Charles II d'Este-Guelph tel ce Lothario peint et portant perruque dont les folies, les excentricités et les diamants firent que toute l'Europe parla de lui. Décrit dans les chroniques comme le plus riche dément de tous les temps, il fut un vieil homme excentrique, portant costume terne, guêtres ternes et gants ternes. Il était paré d'une perruque d'un noir vif, assortie à sa barbe qu'il teignait tous les jours, orné à profusion de diamants desquels décollait sa fortune soigneusement encastrée dans le mur de sa chambre. Troublé et troublant, il avait l'air grotesque



dans sa vaine tentative pour paraître jeune alors que de fréquents accès de réalisme lui rappelaient la futilité de cette tentative.

Il dit un jour de lui-même que si ce n'était pour sa fortune colossale, il serait déjà dans un asile d'aliénés.

### **Le monument Brunswick**

Impressionné par l'état des tombeaux de la ville et confiant qu'on respecterait ses désirs, le duc de Brunswick légua sa fortune à la ville de Genève. Une de ses dispositions testamentaires spécifiait que c'était pour construire un « mausolée dans un lieu digne et éminent exécuté en accord avec le concept établi par les meilleurs artistes de l'époque sans considération du coût. » Ceci fut fait et, sur le quai du Mont-Blanc, le monument Brunswick est une étape architecturale importante au cœur de Genève. Il s'élève dans un espace protégé de jardins et de fontaines basses dans le petit square des Alpes et à proximité des prestigieux hôtels de la Paix, Beau Rivage et Richemond. Comme le duc l'avait stipulé, le monument est l'exacte réplique du tombeau de la famille Scaligeri de Vérone en Italie, une œuvre du 14<sup>ème</sup> siècle.

Son sarcophage en surplomb est constitué de panneaux décorés et gardé aux quatre angles par de petits anges. Il est entouré de huit haut-reliefs relatant un événement de la famille d'Este-Guelph et de six autres latéraux montrant des scènes de la

vie de différents personnages de l'histoire. Le monument était initialement surmonté d'une statue équestre du duc en bronze. Il est mince et barbu et porte un uniforme militaire et un bicorne ou chapeau à cornes. La statue a été enlevée et placée à droite du mausolée.

Une plaque décorée aux grilles d'entrée porte une inscription en anglais, en français et en allemand qui stipule : « *Charles-Fredrik August William, duc de Brunswick – Luneburg, né en Brunswick le 30 octobre 1804, est mort à Genève le 18 août 1873, a nommé Genève son légataire universel, étant consenti que la ville de Genève lui élèverait un mausolée sur le modèle du tombeau des Scaligeri de Vérone. Dessiné en majeure partie par Jean Fernel, architecte, ce monument fut terminé en 1879.*

*Sculptée par August Cain, la statue équestre du duc, qui avait été montée en haut du mausolée, dut être enlevée pour raisons de sécurité et placée dans le jardin sur un piédestal. »*

*Legs à la ville de Genève,*

Ita Marguet  
(traduit par Colette Becuzzi)



## **PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS**

### ***Karl Marx et moi***

Saviez-vous que Karl Marx et moi étions du même sang ?

En fait, je ne le savais pas non plus jusqu'à ce que je lise l'étude d'Edmund Wilson – *To the Finland Station* – sur la façon dont on écrit l'histoire. Je me découvris une parenté que je n'aurais jamais soupçonnée.

Ce qui m'a impressionné, c'est que Karl – on me permettra cette familiarité – avait un bureau totalement encombré de papiers : journaux, revues, documents, rapports, lettres, circulaires gouvernementales et publications officielles. Tout était empilé pêle-mêle sur des rayonnages, sur le sol, sur sa table de travail. En voici la description : « La bibliothèque avait un aspect peu harmonieux car les ouvrages y étaient rangés par

sujet, livres et brochures côte à côte, et de gros paquets de vieux journaux et de manuscrits s'empilaient jusqu'au plafond sur les plus hauts rayonnages (*mon cher Karl, laissez moi vous prévenir qu'à mesure que vous prenez de l'âge, les plus hauts rayonnages prennent encore plus de hauteur et que l'escalade nécessaire pour les atteindre est de plus en plus risquée*) ; tout dans la pièce était encombré de papiers et de livres mélangé à des cigares, des allumettes, des boîtes de tabac et des cendres.» Tout comme moi, me dis-je (sauf pour les cigares). Peut-être suis-je moi aussi un génie.

Mais à mesure que je lisais, Karl et moi nous nous éloignions l'un de l'autre. Il pouvait retrouver immédiatement l'ouvrage dont il avait besoin, vérifier instantanément une citation et remettre le document à la bonne place.

J'imagine que j'ai plutôt moins de papiers à manipuler que Karl et moins de sujets à traiter. Mais j'avoue d'emblée que l'idée même de mettre de l'ordre dans ma paperasse est chimérique et le faire de façon à y retrouver ce que je cherche relève de la mission impossible. Sans doute Karl Marx savait-il le faire, mais regardez tous les problèmes qu'il a créés. Personne ne peut m'accuser d'en avoir fait autant.

Quand j'ai pris ma retraite, j'ai décidé que j'allais mettre de l'ordre dans mes affaires. Pour commencer je mis à la cave plusieurs cartons pleins de dossiers précieux, de lettres de documents, de mémos et de rapports afin de les trier plus tard. Si j'allais devenir une personnalité internationale, les biographes se battraient pour y avoir accès ; pour les aider, je les classerais de façon ordonnée. Cela se passait il y a vingt ans et je n'ai pas encore commencé. Mais cela n'a pas trop d'importance car je ne suis pas devenu non plus une célébrité mondiale.

J'invitais mon ami monsieur Dupont, le menuisier qui avait fabriqué nos placards et installé de blanches bibliothèques dans le salon et dans l'entrée. Nous discutâmes de quelles sortes de rayonnages j'avais besoin dans mon bureau. Monsieur Dupont rentrait tout juste d'un voyage en Inde et nous passâmes un long moment à admirer ses photos.

En temps opportun (*je pensais que seuls les fonctionnaires utilisaient cette expression, mais les menuisiers l'emploient également et peut-être même les plombiers*), il revint avec une construction massive qu'il installa derrière ma table de travail. C'était noir, avec un plateau et deux hauts et profonds rayonnages qui en prenaient toutes la longueur. Cela prenait beaucoup d'espace. J'achetais à la Migros une série de boîtes à dossiers en plastique de différentes couleurs, comme le manteau de Joseph. Sur le dessus, j'installais une série de corbeilles comme celles que nous avons au bureau pour "Entrée", "Sortie", "En attente" et je les étiquetais selon leur destination : Environnement, Himalayas, Faune sauvage, Oiseaux, Shakespeare, et ainsi de suite. Ah, oui ! AAFI-AFICS aussi, bien sûr.

Hélas, les piles de papier se mirent à grandir comme des plantes tropicales, rapidement et sauvagement : sans doute un retour atavique à l'époque où elles étaient encore des arbres. Elles commencèrent à glisser les unes contre les autres et chaque fois que vous commenciez à fouiller et à chercher dans l'un des tas, celui-ci se mettait à tanguer, à vaciller et à se mélanger aux autres dans une sorte d'étreinte amoureuse. Parfois, elles se comportaient de cette manière incestueuse même quand je ne m'en occupais pas. La dernière de la série surplombait ma corbeille à papiers et de temps en temps s'y déversait directement. Bon, c'était une façon comme une autre de contrôler cette pile ; en fait la seule, efficace, que j'ai jamais découverte.

Je me mis à ensacher des paquets de papiers dans des chemises en plastique, ce qui les rendit encore plus glissants ; mais, de cette façon, ils donnaient aux vacillements et aux mélanges une allure beaucoup plus sophistiquée.

Je réinvitais monsieur Dupont. Il rentrait du Mexique et nous admirâmes ses photos mexicaines. Nous tombâmes d'accord que la construction noire et massive que nous avions dessinée ne convenait pas vraiment. Nous en dessinâmes une nouvelle, blanche cette fois et moins massive, pas trop influencée par les ziggurats aztèques et mayas. Elle avait des rayonnages jusqu'au plafond – comme chez Karl Marx – deux hauts et profonds rayonnages en bas et un plateau de travail au milieu qui accueillirent quelques boîtes à documents, une paire de jumelles, une pile de magazines non lus, des formulaires de déclaration de revenus qu'il me fallait envoyer aux Impôts, un livre de poche de Martin Cruz que j'étais en train de lire et une pile de livres de poche que je destinai à mon fils quand il viendrait régler mes problèmes d'ordinateur.

Il y avait aussi une vieille boîte en carton qui avait autrefois contenu une assiette de porcelaine décorative : je l'utilisais pour vider mes poches avant d'aller me coucher, le remplissant de clés, de pièces de monnaie (c'est si difficile de s'en débarrasser dans les boutiques quand vos yeux ne peuvent distinguer une pièce d'un autre), d'un portefeuille, d'un peigne piqué dans un hôtel de luxe à Vienne, de deux stylos qui - comme leur propriétaire - avait pris leur retraite, de cartes de bus périmées qu'il faudrait bien jeter un jour. La boîte servait aussi de réceptacle à quelques objets commodes telle qu'une vieille vis que j'avais trouvé sous mon bureau et qui pouvait soudain se révéler essentielle pour faire tenir celui-ci debout, un trombone rouillé, un truc en plastique qui avait sans doute appartenu à une tringle à rideaux, un bout de crayon commode à mettre dans une petite poche. Les pièces de monnaie m'agaçaient avec leur manie de rouler dans tous les sens : aussi les emprisonnais-je dans une vieille boîte de pastilles pour la gorge.

Les piles de papier continuaient à vaciller et à s'entremêler avec d'autres piles. De nouvelles piles firent leur apparition.

Monsieur Dupont a pris sa retraite. Je me demande comment il range ses papiers et ses photos. Il n'y a plus d'espace pour de nouveaux machins dans mon bureau. Cependant, lorsque je l'appelais, il me dit qu'il revenait d'Australie et qu'il avait pris des photos de kangourous et de l'Opéra de Sydney. Avais-je envie de les voir ?

Bon, tous mes efforts n'ont pas fait que mes papiers sont mieux rangés et classés. Mais nul ne peut nier qu'ils ont contribué à élever mon niveau culturel. J'ai appris sur le marxisme et j'ai visité l'Inde, le Mexique et l'Australie sans l'inconfort et la fatigue d'un vrai voyage.

1<sup>er</sup> juillet 2006

Aamir Ali



## A SHOW OF FORCE IN THE PENSION BOARD

As recently as in our last Bulletin, we expressed great pleasure in the statement made early this year by Mr. Mark Malloch Brown – who soon afterwards became Deputy Secretary-General – formally denying the rumours about the privatisation of the Pension Fund. But it is now clear that it is not enough to keep the Fund within the orbit of the UN; we must also beware of *“the suggestion that the management of the 33 billion dollars which constitutes our assets and which are managed under the sole authority of the Secretary-General, should be handed over to be managed by an outside body.”* Our fears have materialised very quickly..

Everything happened very quickly and to the rhythm of forced marches.

At the very moment that we learnt that the assets of our Fund had never been so flourishing, that the investments, compared to other benchmark funds, were excellent, that our pensions system was one of the best among fully capitalised pension schemes, Mr. Christopher Burnham, Under Secretary-General responsible for the management of the Fund's assets – by authority delegated to him by the Secretary-General – announced with much fanfare in early June that the Fund was “mismanaged” by the Investment Management Service – of which he himself was in charge. He blamed the inadequacy of staff, which had become incapable of managing the Fund, and decried the large number of vacant posts. He then proclaimed that the time had come to “externalise” the management of all the investments of the Fund with private firms.

This announcement, made bluntly and without frills, aroused tremendous emotion in the staff of the UN and of all the organizations which are members of the UN Joint Staff Pension Fund. Mr. Burnham then undertook a series of “town-hall meetings” in Vienna, Geneva and Rome, to convince them of the soundness of his views. Admittedly, he did water down his blunt words, slightly. Thus “mismanagement” became “underperformance”. One would not “externalise” all the assets of the Fund but only a part, and that as an experiment...He had the agreement of the Investments Committee etc...All this came with an avalanche of figures and statistical tables. Our specialised colleagues detected in these some approximations, non-sequiturs, and even contradictions. They were unable to obtain any satisfactory explanations. We also learnt that the

Investments Committee had not in any way given its agreement, but had, on the contrary asked Mr. Burnham for supplementary information.

In passing, we might wonder how the Representative of the Secretary-General could criticise unfilled posts in the Investment Management Service, when a year ago the Pension Board had authorised recruitment of staff which had become necessary and urgent; but not a single vacant post had yet been filled.

The Secretary-General himself, aware of this malaise, called a meeting of the staff in the Palais des Nations in Geneva. He tried to convince them that it was only a question of a limited experiment, which would be subjected to a thorough evaluation; and in any case, nothing would be done without his personal agreement. Unhappily, Mr. Kofi Annan's reassurances cannot make us overlook the fact that he will be leaving the Organization at the end of the year.

The discontent of the staff was at its height and it was in this unhappy atmosphere that the 53<sup>rd</sup> Session of the Pension Board opened on 13 July in Nairobi. The tension was aggravated because the Report of the Representative of the Secretary-General for Investments was not available until the opening session. As it contained the report of the consultancy firm whose services Mr. Burnham had used to justify his recommendations, the participants' representatives had hoped to make a thorough study of these but this proved impossible for lack of time. Faced with a tidal wave of protests, a revised text attempted to tone down the initial one. It fooled no one.

And then, it was discovered that the decision (already taken) of Mr. Burnham was to take some 9 billion dollars from the assets (more than a quarter) from “active management” to “passive management”, that is to say, to hand over to an outside partner (which? no one would tell us) the responsibility of indexing the assets according to a stock exchange index (which one? again, no one would tell us). It was felt that the daily operations with these assets would no doubt bring many millions of dollars in brokerage fees, but that the Fund would probably not benefit. One learnt that the assets foreseen for this “externalisation” were those of the North American portfolio, that is the investments in the United States and Canada. Mr. Burnham leaves nothing to chance; he proclaimed proudly from the tribune that he is “an American

from New York". Would this be just the thin edge of the wedge? Indeed, it was a great performance.

Of course, all this was presented as a remedy necessitated by the serious staffing inadequacies of the Investment Management Service (but who then was responsible for this rot having set in?). It was to be understood that an evaluation would be carried out one day (when? by whom?): "pending further review", assured the Secretary-General in a letter sent on the eve of the 53<sup>rd</sup> Session to the staff to announce the decision that had just been taken. Many members of the Board besides the participants, did not much appreciate being short circuited in this fashion.

At the conclusion of a session poisoned by this question (to the detriment of questions concerning pensions themselves which – to top it all - had to be dealt with in just half a day. Some of these items, by no means the least important, had to be postponed), the representatives of the participants and of retirees – that is to say, of FAFICS – presented a joint declaration – in itself a rare and much appreciated gesture – which stressed that a matter of such grave importance (although Mr. Burnham had termed it 'modest') demanded that there be a genuine strategy worked out in consultation with the Investments Committee, the Committee of Actuaries and the CEO/Secretary of the Fund and that it should be accompanied by a "business plan", making clear what the cost of these operations would be.

All in vain. The group of the governing organs (UN General Assembly and Governing Bodies of the specialised agencies) and the group of executive heads, led - with drums beating and flags flying - by the Representative of the United States in the General Assembly, went to the extent of refusing to let the final document reflect the reservations of the participants and retirees. The participants demanded a vote. The representatives of the governing organs and of executive heads asked for a record vote, a rare event in the Pension Board. Mr. Burnham's plan was approved by 17 votes against 11 and one abstention.

Other complaints were expressed after the session by staff associations and by the spokespersons of the participants. They deplored – an old complaint – the fact that the investments of the Fund escaped the supervision of the CEO/Secretary of the Fund. They called on the Secretary-General to replace his single representative for investments by a group of administrators (a sort of "Board of Trustees") who would take decisions openly and transparently. At the time that these lines are being written, no one knows if these protests and proposals will receive any favourable response, even a partial one. One

can well imagine, without much risk of being wrong, that the Secretary-General, within a few small months of reaching the end of his mandate and in the middle of a serious international crisis, will hardly be able to accord the highest priority to these questions.

On the other hand, we do know that what was approved in Nairobi by a majority - seemingly not too anxious to understand the logic of the operation and disinclined to engage in a full debate - is already being carried out.

Finally it is astonishing that the radical reform proposed by Mr. Burnham was not discussed beforehand in the Chief Executives Board for coordination (CEB, formerly ACC); if nothing else, it would have enabled the executive heads to give clear instructions to their representatives on the Pension Board. After all, are not the specialised agencies members of the UN Joint Staff Pension Fund just as much as the UN itself?

A kind of blank cheque was given to Mr. Burnham; he already has large experience in delegating assets of public pension funds to the private sector; he knows where he is going and he is going fast. He is not likely to stop on his chosen route. The only question that arises is: how far will he go? One has the strong impression that, unless something is done to prevent it, it will be to the end of his first declared intentions.

The policy of 'fait accompli' is the most unacceptable of all. Most unfortunately, it is exactly this that was chosen by the leaders of the UN, under the influence and with the support of "important States Members," - as one says demurely.

There is no so-called inevitability of market forces which our Fund cannot avoid. The internal management methods so far used can – and no doubt should – be modernised and adapted, But this does not mean that that they should be thrown in the dustbin and replaced without any due process by delegating the responsibility purely and simply to the private sector. Those who are convinced of this and want to keep the Fund as independent as possible must urgently work together and prepare their own global investment strategy as an alternative to total privatisation. They must prepare solid and convincing arguments. It will not suffice to limit ourselves to internal discussions and issue communiqués. It entails a thorough sensitising of our tripartite partners.

We must convince ourselves that the game is not over. Otherwise we would have nothing else to do than merely mutter inaudible protests and resign

ourselves to all the risks imposed on us in the sacrosanct name of short term gains advocated by our new decision-makers, not to mention the risk of losing a major portion of the income from our investments.

We have reached a stage where the assets (*our assets*) – 33 billion dollars, more than double the amount we had 10 years ago, almost five times more than 20 years ago – are fully exposed to the financial world and thus prey to the covetousness of the “market”. The greatest vigilance is necessary.

Jean-Jacques Chevron.



## NEWS FROM AAFI-AFICS

### DATES TO REMEMBER

29 September – 5 October 2006	Autumn excursion – Welcome to Belgium
17 October	Autumn lunch at the ILO Restaurant. Guest of honour: Mrs Renata De Leers, the new Chief of the Geneva Office of the UN Joint Staff Pension Fund
15 November	Deadline for the nomination of candidates for the 2007 elections
each Wednesday 09h30 to 12h30	Permanence in Office C.544-1 at the Palais des Nations, Geneva Tel. 022 917 3330
1 <sup>st</sup> & 3 <sup>rd</sup> Wednesday each month	The <i>Amicale du Soleil</i> meets for an informal lunch at the Café du Soleil, Petit-Saconnex, Geneva. For information, please contact Ed Sackstein (0033 450 407 160)



## NEWS FROM OTHER ASSOCIATIONS

### ASOPENUC-Colombia

Our sister association in Columbia “Asociación de Pensionados de Naciones Unidas en Colombia” held its thirteenth annual Assembly on 24 March 2006. Its Executive Bureau reported on activities and developments during the past year, submitted the Association’s accounts and budget for approval and the Assembly elected new Bureau members. The Association has 88 members and issues an Information Bulletin

containing news from the Pension Fund, FAFICS and articles on social and health matters of interest to pensioners.

One of this Association's "founding fathers", and now an Honorary Member of ASOPENUC, is Mr. Tomasso Casciolo, who has travelled to Argentina, Chile and Uruguay to make contact with other UN system retiree associations in those countries. He was also the Association's representative at the recently concluded 35<sup>th</sup> session of the FAFICS Council in Geneva (Boletín-ASOPENUC).

### **AFSM-WHO-Geneva**

The sudden and untimely death of Dr. Lee Jong-wook, WHO's Director-General, touched the Association of Former Staff Members-WHO with shock and sadness. The Association's Quarterly News bulletin for April-June 2006 spoke of him in the following terms:

"From the start of his mandate, Dr Lee showed real interest and support for our activities and spontaneously attended our Receptions and General Assemblies. He considered himself as one of our future members and took every occasion to encourage us in our activities and projects. Dr Lee was unanimously declared an honorary member of the association at our last General Assembly. Several members of our Committee were present at the ceremony of his funeral. We address our sincere condolences to his wife and son, as well as to the other members of his family".

The Association organized a very successful ten-day group travel to Morocco starting on 24 April. The group visited the imperial cities of Morocco. It attended a cocktail and lunch jointly organized by the Turkish embassy and the WHO Representative to Morocco, in the administrative capital Rabat. It stopped at Casablanca, Meknes, Fès, Ifrane, Marrakech and at Essaouira (Mogador) on the Atlantic Ocean.

The Association has started preparations for the election of its 12-member Executive Committee for the years 2007-2008, to take office as from 7 November 2006 (QN-AFSM).

### **UNPA-New Delhi**

This association held its Annual General Meeting on 22 February 2006. It was chaired by its President S.K. Sobti (formerly of the WHO), who mentioned two major events of the year 2005, firstly the celebration of the 60<sup>th</sup> anniversary of the UN, which included a programme organized by the Association and a reception hosted by UNDP. Secondly, the visit of former FAFICS President George Saddler, who had outlined the numerous achievements of FAFICS and its importance for the retired UN community. The results of elections of office bearers for the years 2006-2007 were announced. President Sobti was re-elected, while Mr. J. P. Agarwal was elected UNPA's new Secretary (UNPA-Bulletin).

### **AFICS-Beirut**

In its Newsletter of April 2006, AFICS-Beirut described itself as a Chapter of AFICS, established in December 1998. It has been granted official status by the Government of Lebanon and it was admitted into FAFICS in July 2001.

Its main purposes are to "provide all possible support and assistance to retired international civil servants or their survivors, to maintain contact with the UN Joint Staff Pension Fund and other relevant bodies, to provide information regarding pension entitlements and after-service health insurance for retirees, to provide opportunities for communication among former and active international civil servants, and to support and promote the principles and aims of the UN."

Membership of the Association is open to former international civil servants who reside in Lebanon, Syria and Jordan. There are currently 227 members, of which 117 are from the Beirut Chapter, 34 from Syria and 76 from Jordan. Annual membership costs US \$20.00 and life membership \$200.00. The Association is anxious to recruit more members from among the 780 UN pensioners who are reported by the UNJSPF to be living in the three countries.

The Newsletter informed the members of the increase in US dollar-track pensions, which would be due on 1 April 2006, its interventions with the UNJSPF on the problems of bank charges on pension payments, and the increases in the UN van Breda health insurance plan. It also reported on the Beirut Chapter's fourth annual dinner and a meeting of the Jordan sub-chapter. It expressed its sorrow at the death of a prominent member of the Beirut chapter, Dr. M.S. Al-Attar, who had been the first ESCWA Executive Secretary, and whose last function had been that of Permanent Representative of Lebanon to the United Nations Office at Geneva. He had retired in Beirut where he died on 20 November 2005 (AFICS-Beirut-Newsletter)

### **ILO Section of Former Officials**

The Section's Newsletter of April 2006 reported that there would be two receptions for former officials organized in 2006, one on 23 May and a second one on 14 December. In 2007 the dates of these receptions will be 24 May and 13 December. Following complaints over the arrangements for the spring reception held in 2005, efforts have been made by the Section and AAFI-AFICS Honorary Chairman Aamir Ali and arrangements for hospitality at the autumn reception in 2005 had been back to normal.

The Newsletter contains interesting articles on the history of relations between Spain and the ILO, on the origins of the Turin Training Centre, health advisories for senior citizens and income tax on UN pensions (Letter to Former Officials, ILO Section).



## **NEWS OF THE FEDERATION**

### **35<sup>th</sup> SESSION OF THE FAFICS COUNCIL**

#### ***An overview***

The Council of the Federation of Associations of Former International Civil Servants held its 35<sup>th</sup> session at the United Nations Office at Geneva from 4 to 7 July 2006, under the presidency of Witold Zyss. 20 member associations were present or represented. Pending the completion and the distribution of the report of the session the present overview outlining the main decisions of the session is circulated to FAFICS member associations, as was done last year.

#### **President's report**

The President presented a report on his activities since the last session of the Council in 2005. He noted the growth of the membership of the Federation which could justly claim that it was representative of the entire body of retirees and beneficiaries of the United Nations Joint Staff Pension Fund and stressed the very good relations maintained throughout the year with the CEO/Secretary of the Fund and his associates. He then referred to the agenda of the forthcoming session of the United Nations Joint Staff Pension Board and focused on the recent remarks made by Mr. Burnham, Under Secretary-General for Management and the Secretary-General's Representative for Investments, who had claimed that the Pension Fund's performance was highly unsatisfactory and could be greatly improved by outsourcing management of the Fund's assets. The President drew the Council's attention to letters submitted by the participants and by FAFICS to the Secretary-General objecting to these proposals; he had also written directly to Mr. Burnham on this subject. He also pointed out that the results of the last actuarial valuation of the Fund, as of 31 December 2005, disclosed an actuarial surplus of 1.29 per cent of pensionable remuneration.



### **Applications for membership**

Four new associations were admitted to the membership of FAFICS, thus bringing the total number of member associations to 37: ARNUC-Congo-Kinshasa, AFICS-Ecuador, AFNUP-Peru and AFICS-Netherlands.

### **Pension matters**

The Council reviewed the items on the agenda of the forthcoming session of the Pension Board (scheduled to take place in Nairobi from 13 to 21 July 2006). The points of major relevance to FAFICS included actuarial matters, investments and the issue of the size and composition of the Pension Board. Moreover, FAFICS had submitted to the Board three papers, respectively on the pension adjustment system, the situation of the former UNJSPF participants from the former USSR, Ukrainian SSR and Byelorussian SSR and Article 35 bis of the Fund's Regulations (divorced surviving spouses).

In view of the favourable results of the last actuarial valuation the Council reiterated the long-standing claim of FAFICS for elimination of the remaining one percentage point deducted from the first cost-of-living adjustment following separation and the restitution of this deduction to pensions in payment.

On the subject of investments the Council concluded that the overall performance of the Fund was satisfactory. It expressed great concern over the potential impact of the proposals of Mr. Burnham. It recalled the importance of the four principles underpinning the Fund's investments: safety, profitability, convertibility and liquidity, reaffirmed its adherence to the principles of responsible investment as embodied in the Global Compact promulgated by the United Nations and insisted that any major changes in the investments policy and strategy had to be based on a proper study of the situation and duly reflected in documentation to be presented to the Pension Board.

On the issue of pension adjustments the Council took note of the paper submitted by FAFICS to the Pension Board resulting from the discussions at the last Council session. It reviewed the conclusions of the Working Group on some other issues, including paragraph 26 of the Pension Adjustment System (concerning circumstances in which the calculation of the local currency track may be discontinued in certain countries) and the effects of the introduction of the dollar as a single currency of a country (issue arising with considerable acuity in Ecuador).

### **Size and composition of the Pension Board**

The FAFICS members of the Board's Working Group on this subject, which has been meeting since 2003, reported on the conclusions of the Group. The Council reaffirmed the principle of full participation of retirees' representatives in the Pension Board, with full voting rights, as the ultimate objective. At this time, however, FAFICS should focus, as a means of recognizing the role of retirees in the Board, on securing funding by the Pension Fund for the costs of attendance of two Federation's representatives in the Pension Board (one in the Standing Committee), while maintaining the present total level of representation. While going along with the principle of electing those representatives whose costs of attendance would be borne by the Fund, the present system of FAFICS designating those representatives should continue until such time as those elections could be held. Moreover, it was essential to confirm the practice that developed in the last few years, under which retirees' representatives are associated with and fully participate in all formal and informal consultations and in all groups and committees set up within the framework of the Pension Board.

### **Situation of the former UNJSPF participants from the former USSR, Ukrainian SSR and Byelorussian SSR**

A paper on this subject had been submitted to the Pension Board. The Council heard two presentations on the situation of these former participants by representatives of AFICS-Moscow. It reiterated the support of FAFICS for these former participants who had been unjustly deprived of their pension entitlements. It was suggested that the Federation should set up a small working group, the composition of which would be determined by the President, in consultation with the member associations concerned, including AFICS-

Moscow, in order to review developments as necessary with the Pension Fund secretariat and identify possible courses of action.

### **Article 35 bis of the Fund's Regulations**

FAFICS had submitted to the Pension Board a paper outlining certain proposals for changes in Article 35 bis of the Regulations (benefits of surviving divorced spouses), as approved by the Council at its 2004 and 2005 sessions on the basis of the report on the Working Group which had met in April 2004. Objections on some of the positions adopted in this paper were voiced by AFICS-New York.

### **After-service Health Insurance and Long Term Care**

The Council reviewed and approved the report of the Working Group on this subject and adopted a number of decisions and policy positions/recommendations which will be found in the report of the session.

### **Objectives and functioning of FAFICS and revision of its Statutes**

The Council reviewed and approved the report of the Working Group on this subject.

The Council reached an agreement on the voting system which had led in the past to serious disagreement among member associations. It agreed that, as a general rule, decisions would be taken by consensus. If no consensus emerges and a vote is necessary, decisions would be taken by simple majority of associations present or represented and voting, except:

1. in case of decisions having financial implications, where a double majority would be required (majority of members present or represented and voting, representing between them a majority of the number of individual members of those associations);
2. in case of amendments to the Statutes, where a two-thirds double majority would be required.

The Council also reached an agreement on the minimum level of membership required for the admission of an association to the Federation (forty instead of fifty) and on the establishment of a category of associate membership for associations which do not fulfill all requirements of a full membership.

### **Administrative and financial questions**

The Council approved the accounts and the auditors' report for 2005 and took note of the interim report on the implementation of the budget for 2006. It also adopted the budget for 2007, amounting to \$ 22,000. It agreed to increase the annual membership fee to \$1.25.

### **Election of Officers (2006-2007)**

Witold Zyss (AFUS-Paris) was re-elected President of the Federation. The following were elected or re-elected Vice-Presidents: Andrés Castellanos (AFICS-New York), Jean-Jacques Chevron (AAFI-AFICS-Geneva), S. Janakiram (AFUNPI-Bangalore), Mario Lafuente Roca (AFICS-Chile), Aurelio Marcucci (FFOA-Rome) and Tedla Teshome (AFICS-Addis Ababa). Anders Tholle (AAFI-AFICS-Geneva), Lydia Ontal (AFICS-New York) and Juan Mateu (AAFI-AFICS-Geneva) were re-elected Secretary, Assistant Secretary and Treasurer respectively.

### ***Date and place of the 36<sup>th</sup> session of the FAFICS Council in 2007***

The Council decided that its 36<sup>th</sup> session would take place in the week preceding the 2007 meeting of the Standing Committee and in the same venue. (NB. The Pension Board decided subsequently that its

sessions would now be held every year. At this time it is expected that, in addition to the Standing Committee, the next session of the Board would take place in New York in July 2007).

26 July 2006

Witold Zyss  
President of FAFICS



## NEWS FROM THE ORGANIZATIONS

### THE NEW UN HUMAN RIGHTS COUNCIL

On 15 March 2006, the UN General Assembly adopted a resolution creating a new Human Rights Council to replace the discredited Human Rights Commission. The vote was 170 in favour with four against – the United States, Israel, the Marshall Islands and Palau, with Venezuela, Iran and Belarus abstaining.

This new body was generally deemed as an improvement over the Human Rights Commission, in which governments with a long record of human rights abuses on their own citizens held seats and managed to prevent public condemnation of their records by alliances with other countries having similar concerns.

As mentioned in the article on « The World Summit of September 2005 and the reform of the United Nations » (AFICS Bulletin Vol. 64, No. 5, December 2005), the Summit agreed to replace the Commission by a new Council, but left it to the General Assembly to decide on its mandate and composition.

Long and difficult negotiations followed, under the able leadership of Jan Eliasson, the Swedish President of the General Assembly, between those governments who wanted a small Council composed only of members from democratic countries, with the support of the major international NGOs, and others who insisted on « equitable geographical distribution » and the right of all sovereign Member States to participate in UN bodies.

Democratic credentials and/or respect for human rights are not required to become Members of the United Nations. According to Article 4 of the UN Charter, UN membership is open to « all ... peace-loving states which accept the obligations contained in the ... Charter ». Admission

is decided by the General Assembly upon a recommendation by the Security Council.

Hence, human rights activists could not expect to have all their demands satisfied in the intergovernmental United Nations. The final text was, by necessity, the result of a political compromise, an improvement over the Commission and the hope of a more effective human rights body.

Kofi Annan, the UN Secretary-General, said that the creation of the Council gave the UN « a much needed chance to make a new beginning in its work for human rights around the world ». Louise Arbour, the UN High Commissioner for Human Rights called it « a historic opportunity to improve the protection and promotion of fundamental freedoms of people around the world ».

John Bolton, the US ambassador to the UN told the General Assembly that the rules for the new Council were not strong enough to prevent rights violators from getting a seat, but he said that the US would cooperate with the body.

The Council is formally based in Geneva (the Commission held its yearly session in Geneva, but it was not its formal site), a success for Switzerland and for human rights advocates who prefer Geneva to the much politicized UN headquarters in New York. Switzerland actively promoted the creation of the Council.

The Council is a subsidiary organ of the General Assembly, a higher status than the former Commission, an organ of the Economic and Social Council.

The Human Rights Council, composed of 47 Member States (the Commission had 53) will meet

regularly throughout the year in not less than three sessions a year for a total duration of no less than ten years, and may hold special sessions – the Commission only met for only one six-week session each year.

Members of the Council are elected directly and individually by secret ballot by an absolute majority of members of the General Assembly. When voting, Member States should take into account the contribution of candidates to the promotion and protection of human rights. Council members will serve for a period of three years and will not be eligible for immediate re-election after two consecutive terms. Seats are distributed among regional groups : Africa, 13, - Asia, 13, - Eastern Europe, 6, - Latin America and the Caribbean, 8, - Western Europe and Others, 7.

By a two-third majority, the General Assembly may suspend the rights of membership in the Council of a member that commits gross and systematic violations of human rights.

As another innovation, the Council will undertake a universal periodic review of the fulfillment by each State of its human rights obligations. Members of the Council will be subject to this review during their term of membership.

The system of special procedures initiated by the Commission, including independent special rapporteurs, expert advice and complaint procedure, will be maintained, and the tradition of access for human rights NGOs was formalized. The resolution acknowledged that NGOs play an important role at the national, regional and international levels, in the promotion and protection of human rights.

Elections of the first Council members were held on 9 May 2006. For Human Rights Watch, the composition of the new Council represents a substantial improvement over the recent membership of the Commission. Human Rights groups hailed the fact that Iran and Venezuela failed to attract the needed votes, and that a

number of countries with a poor human rights record were discouraged from being candidates. These groups still deplored that countries not deserving membership, such as China, Cuba, Pakistan, Russia and Saudi Arabia, were elected. Among those elected, Germany attracted most votes in its regional group ; other leaders in their groups were Brazil, Russia, India and Ghana.

The United States was not a candidate this year, but it will observe and support the work of the Council.

Human rights' protection is one of the three pillars upholding the UN – the other two being peace and security, and development. However, for Jan Eliasson, the protection of human rights is « the soul of the UN ».

Will the new body be more effective and give more credibility to the UN in the universal promotion and protection of human rights ?

Kofi Annan gave a qualified answer : « The true test of the Council's credibility will be the use that Member States make of it. If, in the weeks and months ahead, they act on the commitments they have given in this resolution, I am confident that the Council will breathe new life into all our work for human rights, and thereby help to improve the lives of millions of people throughout the world ».

The Council was first convened on 19 June 2006. Its work will show whether the new Council is more courageous and effective than the Commission.

The continuous public support of all democratic governments, human rights NGOs, activists, and the media, will be needed in order to start the Council's work in the right direction, monitor its decisions and recommendations, and alert public opinion to possible failures or deviations.

Yves Beigbeder  
June 2006

## **WORLD HEALTH ORGANIZATION**

### **WHO'S DIRECTOR-GENERAL LEE JONG-WOOK DIES**

Dr LEE Jong-Wook, Director-General of the WHO, died suddenly on 22 May 2006 at the age of 61. He had been elected to this post by the Member States of WHO on 21 May 2003 for a five-year term.

Dr Lee probably knew WHO better than most, having worked for more than 20 years in technical, managerial and policy positions at all levels in the Organization, country, region and headquarters. He began his WHO career in 1983 as a leprosy consultant in the South Pacific and rose to become a world leader in

the fight against two of the greatest challenges to international health and development, tuberculosis and vaccine preventable diseases of children. He became Director of the "Stop TB" Department in WHO in 2000 –and building on previous experience as head of the Global Programme on Vaccines and Immunization – Dr Lee rapidly built what is internationally known as one of the most successful and dynamic global public-private partnerships for health; the "Global Partnership to Stop TB".

Since Dr Lee took office as Director-General, the Organization has achieved some notable milestones in public health; ratifying the Framework Convention on Tobacco Control (the first public health treaty negotiated by WHO), adopting a revised set of International Health Regulations; and a leading health response to avian flu, the Asian tsunami and the Pakistan earthquake. (WHO Information Services).

### **ACTING WHO DIRECTOR-GENERAL. DR ANDERS NORDSTRÖM**

. The WHO Executive Board appointed Dr Anders Nordström as Acting Director-General of WHO following the sudden death of Dr Lee. Dr Nordström had been WHO Assistant Director-General for General Management since 21 July 2003.

On taking up his temporary appointment, Dr Nordström addressed a general meeting of WHO Headquarters staff. Staff at five regional offices and some country offices were also connected to this meeting by technological means. Dr Nordström said that the organization was still in a state of shock.

He continued: "There is a strong sense of loss. This meeting is a chance to reflect on JW Lee, starting with the tribute video, which was shared with the Executive Board last week and hearing from Ian Smith about the state funeral in Korea. JW Lee was not a traditional kind of UN leader. He was a modest man, who empowered his team and his staff to do the work through a sophisticated kind of leadership. He kept us accountable and made sure we delivered. I am grateful for what I have learnt from him.

"Thousands of letters of condolences and personal messages have been received from all over the world. These are very well appreciated both by the team in WHO and by the family. Thanks should be conveyed to all those who have given this support. Despite the massive challenge, the World Health Assembly and Executive Board were able to continue their work, thanks to the strong support from Member States and all parts of the Organization. I will now be with you in this capacity for the next six to seven months. A lot needs to be done during this period. First, my personal thanks for the support from you all. This has been a difficult time and a very special situation. Over the next six months the spirit and theme will be: 'continuity and progress'."

The process leading to the election of a new Director-General will begin in November 2006 (WHO Information Services).

## **UNITED NATIONS**

### ***UN MANAGEMENT REFORM ENCOUNTERS DIFFICULTIES***

Not only the staff of the UN Secretariat are unhappy about some of the proposals for reform at the United Nations, and particularly the ideas of outsourcing work to private contractors. There are also some unhappy member states raising voices of opposition in the General Assembly.

Officially, some progress has been made on the institutional agenda reforms. The Millennium Development goals have been affirmed as the framework for development. The Peace Building Commission and Human Rights Council are being established, the Democracy Fund has been set up, and a review of the UN's mandates that are over 5 years old is underway and showing some promise of progress.

However, difficulties have arisen over the proposed reforms of the UN Secretariat. On 28 April, in the Fifth Committee of the UN General Assembly the Group of 77, together with China, called for a vote on their draft resolution on Secretary-General Kofi Annan's blueprint for United Nations Management Reform, as outlined in his report "Investing in People". The draft resolution, which rejects aspects of the report and will have the effect of delaying the reform process, was adopted by 108 votes in support, 50 against and with 3 abstentions.

The Group of 77 gave a number of reasons for their action. Essentially they want to “send a message” to the major powers that the UN should work on the basis of democratic principles, with decisions taken by majority rule and not by the “power of the purse”. It should be noted that the 108 votes in support of the resolution represent about 12% of the UN budget, while the 50 votes supporting the reform package account for about 86% of the UN budget (WFUNA).

## APPOINTMENTS

Lawyer **Haya Rashed Al-Khalifa**, from Bahrain, has been elected President of the 61<sup>st</sup> General Assembly of the United Nations. She will be only the third woman in the UN’s history to hold that post, and the first since 1969.

**Achim Steiner** from Germany is the new Executive Director of the UN Environment Programme (UNEP).

Ambassador **Luis Alfonso De Alba** of Mexico was chosen by Member States as the first Chair of the Human Rights Council, to serve for a period of one year.

**Jan Mattson**, UNDP Director of the Bureau of Management, is the new Head of the UN Office of Project Services (UNOPS), which is moving its Headquarters to Copenhagen, Denmark.

**Roger Federer**, of Switzerland, the number one tennis player on the ATP circuit and triple Wimbledon champion, has been appointed Goodwill Ambassador for UNICEF (WFUNA).



## PENSIONS

### NEW CHIEF OF THE UNJSPF OFFICE AT GENEVA

As you know, Mr Gilbert Ferrari retired at the end of July 2006. Ms Renata De Leers-Hubert has been appointed to the post of Chief of the Geneva Office of the United Nations Joint Staff Pension Fund.

Ms De Leers brings to the UNJSPF 20 years of insurance and pension experience in both the private and public sectors in developing countries (Africa and the Middle East) as well as in Europe. She is a member of the Royal Belgian Actuarial Society and the International Actuarial Association. During her career, she has worked as Principal Pension Officer for the African Development Bank and as an Actuarial Consultant to the World Bank. Before joining the UNJSPF, she was working as the Managing Director of a leading insurer in Togo. She has contributed to the actuarial and insurance profession in Egypt, Lebanon, Ivory Coast and Belgium, has taught insurance in several universities in Lebanon and in the West Bank, and has lectured in Social Security Systems in Algeria. Ms De Leers has a Master’s degree in Actuarial Science and a Bachelor’s degree in Mathematics.



Ms De Leers assumed her duties on 1 August 2006.

### 53RD SESSION OF THE PENSION BOARD (NAIROBI, 13-21 JULY 2006)

The management of the Fund investments is the subject of the editorial of the present issue of our Bulletin. The question has monopolised the time and attention of the 53<sup>rd</sup> session of the Pension Board.

A number of decisions have also been taken by the Board on other items of direct interest to the retirees and their associations. As a rule, these decisions are subject to approval by the General Assembly of the United Nations.

Consecutively for the fifth time since 1997, the biennial actuarial valuation of the Fund showed a surplus of 1,29 percent of pensionable remuneration and the present and future retirees were justified in expecting the complete removal of the 1,5 percentage point reduction applied since 1985 to pensions on the occasion of their first periodic adjustment. In 2004, the reduction rate had already been lowered to 1 percentage point and the actuaries had figured out the cost of the complete abolition of the reduction at 0,31 percent of pensionable remuneration. The representatives of the Member States and the Executive Heads nevertheless considered that removing half of the remaining reduction was enough and they opposed the complete removal. So, for next time, maybe...

The study on the size and composition of the Pension Board, launched in 2003, led to very modest results: the number of seats will remain unchanged (33 members). The Board will henceforth meet every year and will examine the budget of the Fund, only leaving to the Standing Committee appeals against the administrative decisions taken by the Secretariat. A major step forward has been made however regarding the participation of the retirees to the Pension Board sessions, as the travel expenses of two members of the delegation of the Federation will be paid on the Pension Board budget, bringing a substantial direct and indirect relief to the finances of our associations. The Federation will later provide information on the implementation of this decision.

The FAFICS delegation to the Pension Board 2006 session consisted of W. Zyss, President of the Federation, A. Castellanos (New York), J.J. Chevron (Geneva) and A. Marcucci (Rome). Budget considerations did not permit O. Larghi (Buenos Aires) and T. Teshome (Addis Ababa) to be present in Nairobi.

## CAR INSURANCE IN SWITZERLAND

### DISCRIMINATION ? IT'S NOT REALLY DRAMATIC !

A majority of Swiss car insurance companies practice a discrimination that comes to light only when there is a change in coverage or insurer.

The higher premiums imposed on all those who are not of Swiss nationality are never openly declared but are hidden in the proposals made by the insurance companies, usually under the headings of CASCO or Civil Responsibility (RC), and they are never mentioned in the details of the premium. This deliberate lack of transparency is a major obstacle to freedom of choice and is condemned by law.

This extra cost is significant and penalises the large community of foreigners who reside legally in Switzerland.

To give an example, the Swiss Touring Club (TCS), via the Bâloise, in February 2005 quoted to a resident of Belgian nationality for a 1997 Audi A6, an RC (with bonus) at CHF 759.70, 27% higher (CHF 165) and partial CASCO at CHF 797.30, in other words a partial CASCO premium 70% higher (CHF 329).

In January 2005, the TCS quoted to a Belgian resident (no accidents in over 40 years) a total premium of CHF 1644, i.e. CHF 494 (46.47%) higher than that proposed to a Swiss citizen (CHF 1124.80).

It is even more surprising to note the difference in the offer if one approaches the Bâloise directly and that of the TCS considering that the Bâloise is the official insurance agency of the TCS.

Others, COOP Assurance and the TCS, have installed on their web sites simulations of the calculation of car insurance premiums. It is not possible to do these tests without declaring the nationality of the client.

The simulation was nevertheless effected, with the introduction of some 30 different nationalities. The result was blatant: there was discrimination against all nationalities compared with the host country; all are penalized compared with the holder of a Swiss passport considered as the optimum reference, the best driver of the planet with the lowest premiums.

This arbitrary discrimination and segregation between countries in relation to the host country reveals that there are four groups of premiums and countries that are considered as *Risikogruppe* (the terminology used by the spokesman of the Bâloise)

The COOP classification – different from that of the TCS – has several categories of risk countries for RC and partial CASCO without a bonus

COOP 2006	RC	Partial CASCO	Total Inc. taxes
1 <sup>st</sup> class: Switzerland	691.20	446.10	1203.60
2 <sup>nd</sup> class: Sweden, Austria, Germany, Finland, Denmark, Iceland	691.20	539.40	1301.60
3 <sup>rd</sup> class: Liechtenstein	691.20	707.20	1477.80
4 <sup>th</sup> class: Luxembourg, France, Belgium, Netherlands, Spain, Italy, Vatican, Great-Britain, Japan, Malta, Monaco, Poland, Czech Republic, USA, Australia, Canada, Slovenia, New-Zealand, Tunisia Turkey, Macedonia, Greece and others	1036.90	707.20	1843.20

A new study made in 2006 of the TCS premiums gives the following classification:

1 <sup>st</sup> class	Switzerland, France, Austria, Canada, Iceland, Leichtenstein, Luxembourg, Monaco, Sweden, Germany, Belgium	509.10	356.70	917.10
2nd class	Vatican, Spain, Italy, Malta, Japan	669.60	356.70	1246.00
3 <sup>rd</sup> class	New Zealand, Turkey, Netherlands, Tunisia, Poland, Greece	3626.00	576.00	4443.50
4 <sup>th</sup> class	Others (USA)	3626.00	576.90	4443.50

As a result of this classification the COOP premiums vary from CHF 1203.60, the lowest (Switzerland of course), to 1843.20 (note that the Vatican City is relegated to class 4), and from CHF 917.10 to as much as 4443,50 for the TCS.

It is astonishing that countries listed as “other” by the TCS are arbitrarily grouped in class 4. What are the criteria and more important the justifications despite the statistical strategies used by the insurance companies? Is this a question of variable geometry?

Premiums that vary according to national groupings and are not based on the individual's bonus-malus status were severely criticized by the Swiss television channel TSR1 during its programme “*ABE*” (*A bon entendeur*) (*A word to the wise*) on 25 January 2005, which is still available on internet, entitled “*Primes assurances à la tête du passeport, une discrimination inadmissible*” (Insurance premiums according to nationality, an outrageous discrimination), during which the practice of segregation by nationality was denounced.

All insurance companies without exception refused to be interviewed by a representative of the TSR.

Only one member designated by the Committee of the Swiss Insurance Association participated in this programme. He forestalled by declaring that the data were based on statistics for which he obstinately refused to divulge the sources, the criteria or the principles, arguing that statistics are the tool of the companies responsible for the management of the files.

A letter addressed to the Swiss Romand Federation of Consumers (FRC) was not favourably received. The reply (25 September 2005) was that this was a consumer domain peculiar to a specific group and that they had already been approached on the same subject by an association that defends immigrants in Geneva.

The gravity of the situation is real - it affects the whole of the large international community who reside legally in Switzerland. All the documentation has been addressed, for instance, to the Vice-President of the Federal Commission against Racism, the Secretary-General of ACOR SOS-Racism, Mr Pascal Couchepin, Federal Counsellor and Chief of the Federal Department of the Interior (9 October 2005). To date, there have been no reactions.

In the absence of any reply, the file was also addressed to Mr Doudou Diène, UN special rapporteur on racism while he was visiting Switzerland. During an interview with *Le Temps* (15 March 2006), Mr Diène expressed his surprise that racism was such an acute problem in this country. He stated that he could agree with Mr Pascal Couchepin's remark that discrimination was not so dramatic if he meant that in Switzerland discrimination was not an institutional and legal instrument as in South Africa.



Despite the television programmes, despite articles published in the media, despite international reports, this unacceptable situation continues, although paragraph 2 of article 8 of the new Swiss constitution, in reference to the fight against racism, stipulates that no one should suffer discrimination more particularly because of his origin or social status.

Contrary to differences in equality between men and women, there is no anti-discrimination law that would permit those concerned to assert their rights to equal treatment before a Swiss tribunal (<http://edi.admin.ch/ekr/themen>).

Only National Counsellor J. Zisyadis has had the merit of tabling on 16 April 2004 a motion on the suppression of discrimination for civil responsibility. Unfortunately, the reply was: cars, there is no discrimination. The National Council did not therefore need to take action. The motion of Mr. Zisyadis, who considers that it is discriminatory and anti-constitutional, was swept out. As in the Federal Council, the right wing of the National Council deems that differences in premiums are not discriminatory if they are calculated on the basis of statistics covering the major risk groups (*Le Temps*, 9 March 2006). On 16 March 2006 *Le Temps* published a letter on arbitrary discrimination by the author of this article in its column *Vous et Nous. Vous nous écrivez* " (You and Us – your letters).

The Vice-President of the Federal Commission against Racism considers that the time has come for Switzerland to draw up a law that suppresses discrimination in all fields of civil rights, as is the case in all the countries of the European Union. In Germany, the practice of making a selection based on nationality for insurance purposes has been forbidden for a number of years since it was judged discriminatory (concluding remarks of the ABE programme).

Faced with a lack of real political will and national laws, it may be necessary to appeal to higher European or international bodies, the United Nations, in order that the Charter of Human Rights be recognized in Switzerland.

Raymond Dalebroux



## A SHORTCUT TO HEAVEN?

***We are publishing in this Bulletin the first part of a fascinating review by our friend Manuel Carrillo on pilgrimages through the ages and around the world.***

Tuesday 17 January 2006, sad news: 363 pilgrims perished in a stampede during Haj, the great pilgrimage to Mecca, one of the five basic obligations of a Muslim. This happened in Mina, near Mecca. Some two and a half million faithful were visiting the site when, like a tidal wave, crowds rushed to perform the ritual of throwing stones at the three pillars symbolizing the Devil. An even more serious tragedy had taken place in 1990 when 1420 people were suffocated following a power cut; this stopped the ventilation in the tunnel leading to Mina, when also crowds were hurrying to stone the devilish pillars.

All this gave me shivers up my spine. Because on 12 December 1932, in the city of Mexico, during the great annual pilgrimage to the basilica of the Virgin of Guadalupe, I also just escaped being totally crushed. Every 12 December, all Mexicans, believers or not, go to the *Villa de Guadalupe* to worship the image of the Virgin; according to tradition this appeared to an Indian, Juan Diego, in December 1531. My mother never missed this pilgrimage and your humble servant, still at the age of obedience, followed without demur. In the great square before the basilica, apart from the thousands of pilgrims, there was a typical Mexican market. While religious souvenirs were sold, there were always good things to eat and drink, in particular, *buñuelos*, *tamales* and *atole*. And it was this that saved me from being pulped, because in a particularly dangerous

rush which left many injured, I managed to dive under a table of *buñuelos*. Fine, you'll say, but that's nothing compared to Mecca. I agree, but then what are these huge movements of people that can cause such accidents?

## **Pilgrimages in History**

Popular and mystic movements through all ages and of all religions, pilgrimages are as old as humanity itself. How can one explain this irresistible spirit which moves thousands, nay millions, of men and women to undertake pilgrimages whatever the effort, the difficulties to be overcome or the dangers to be braved? The motivation is visceral, but is it also spiritual? Is it the desire to establish a profound relationship with divine powers in order to achieve some internal transformation, to alleviate pain and find hope? For five thousand years and on all five continents, *homo sapiens* has loved to visit holy sites, joyfully traversing great distances to get there and carry out prescribed rituals. There is something magic and sacred in these pilgrimages.

To understand the history of pilgrimages, however, it is important to bear in mind that throughout the ages, each church and its followers were convinced that they were the only ones to possess the truth and to practice the rituals most fitting and most acceptable to the divinity. Without this, there would be neither believers nor churches. The firm convictions of one engender diverse reactions in others: scornful or aggressive opposition, discreet or impertinent curiosity, but hardly ever indifference. Obviously, the pilgrimages and practices of ancient times cannot be compared to those of the great religions of today.

The religious manifestations of the first beings endowed with a brain, a conscience and a will, are unknown and no doubt will never be known. But it is not too far-fetched to think that the most ancient *homo sapiens* did have, even if only vaguely, some awareness of the sacred. The ritual of death, the stones stacked to protect the dead body from vultures, the objects and food placed beside the body and other primitive customs make us think of the motives engendered by death and the fear of the hereafter. Thirty thousand years later, at the time when stones were cut and shaped, the wall-art of the caves of Lascaux, Altamira and Chauvet, among so many others, were certainly not undertaken merely to impress each other. The horses, bison, ibex and the auroch painted by the first artists, as well as the human figures and the many human hands in scenes which seem to belong to funerary practices, might have been visited by our most ancient ancestors individually or collectively. The menhirs at Carnac, Stonehenge and other places now reduced to mere tourist sites, could have been landmarks on pilgrim routes.

The elements that constitute a pilgrimage are naturally the pilgrim himself, in a group or alone, a path that must be travelled with sweat and meditation, a route that is not part of any daily routine, and finally, a holy place invested by an image or the living memory of some extraordinary, inexplicable event going well beyond everyday life. Bit by bit these elements took form in the life of the people of antiquity. With the first urban civilizations in Mesopotamia some 3500 years before our era, the inhabitants of Akkad, Babylon, and Sumer had their gods and their religious practices. And together, they had a principal god called Enlil, which led to the movement of these gods; for example Marduk in Babylon visited Enlil in Nippur, and vice versa, all this with processions and what were really pilgrimages.

At the same time, in Egypt, the cult centres of Memphis and Thebes were the objects of pilgrimages, including the "outings" of gods, who visited each other, accompanied by impressive processions. The Nile helped in this and one can imagine the grand spectacles of the many barges which accompanied the boat transporting the image of the divinity. In ancient Iran, the followers of Zoroaster and the great sanctuaries of the Mazdites, followers of the fire cult, would certainly have resulted in visits, processions and pilgrimages. There was the same phenomenon in Greece with the great sanctuaries of Delos, Delphos and Eleusis.

## **Hinduism**

'Hinduism', a word introduced in the 19<sup>th</sup> century, does not really signify a religion but rather a whole group of religious concepts, rituals and beliefs derived from ancient Brahmanism. No special faith distinguishes it, apart from the concept of a Being that is Unknowable and that governs the universe; a Being that can be worshipped in many different forms. So it is quite possible to say that Hinduism is monotheist, polytheist and pantheist all at the same time. The Supreme, Eternal Divinity, impossible to conceive by human beings, assumes – for their benefit – three fundamental aspects somewhat easier to understand. Simplifying these, they are Brahma the Creator, Vishnu the Preserver and Shiva the Destroyer, surrounded by a large number of divinities, often quite different from the three main ones. So there are a great number of temples and holy

places of pilgrimage, several of them bringing incredible numbers of people; appropriate for India whose population in 2005 was more than a billion .

**Benares:** Founded in the 7<sup>th</sup> century BC, dedicated to the cult of Shiva without however excluding other gods, largely destroyed – especially its many temples, by the Moghul Emperor Aurangzeb at the end of the 17<sup>th</sup> century. Benares – today Varanasi – is the holy city *par excellence* of India. Millions of pilgrims journey there to purify themselves in the waters of the River Ganges, a river sacred to all Hindus and regarded as the “Mother of India.” In 1783, the Princess Sarasvatibai left her palace of Miraj, near Goa in Maharashtra, to go to Varanasi on the right bank of the Ganges, to pay homage to Shiva. This was a journey of some 3000 kilometres, with a crowd of relatives, friends, neighbours, monks, doctors, policemen, soldiers, knights, bearers, porters, foragers, guides and cowherds. This long journey enabled her to visit four of the dozen *Shining linga* in India. These are not simple phallic symbols as the old missionaries called them, not at all. The original *linga* was the column of luminous light at the centre of the cosmos. The *linga* means “the subtle sign” and represents the blinding vibration of Shiva’s music, echoed by the Hindus in the celebrated, resonating syllable “Aum” which implies “I pay reverence to you.”

In **Pandharpur** there is a temple dedicated to Vithoba, the Marathi form of Vishnu. During the annual pilgrimage, the population of Pandharpur rises from a few thousand to several hundreds of thousands. Processions of pilgrims make their way from the four corners of the State, so organized that they arrive together on the day of the festival. Each procession is composed of groups with their own palanquin carrying the image of the god, their bard, their drums and their cymbals. They sing psalms as they walk along the road for they all know thousands of psalms by heart. For - and this is the special feature of this pilgrimage – the songs are the work of popular poets; the greatest was Tukaram (1598 – 1650), who belonged to the Sudra caste. This is the lowest of the four main castes and their members do not have the right to participate in the sacrifices nor even to read the sacred books.

The complex caste system took form at the time of the great epics, the *Mahabharata* and the *Ramayana*, between the second and the fifth centuries. Since then, India became independent in 1947 and a law was adopted abolishing ‘untouchability’ and permitting their integration in society. Mahatma Gandhi had called them *Harjians* or the *Children of God*. Progress has been made even though the problem is by no means completely solved.

In his times, Tukaram was an astonishing personality; illiterate but a passionate devotee of the god Vithoba, who learnt thousands of psalms by heart just by listening to the public readings of the great religious poets, Marathi, Hindi and Gujerati. Tukaram himself composed a great many psalms which were transcribed by his literate disciples, and which are still sung by Marathi peasants as they walk along the pilgrim path to Pandharpur. Thus Tukaram re-lived a tradition that was thousands of years old in India. And he, who was not a Brahmin and who could not even enter the temple to contemplate the face of his god carved in stone, would have been surprised to learn that UNESCO published his psalms in the collection of works representative of humanity. The “Psalms of the Pilgrim Tukaram” were presented in a translation by P. Deleury, S.J. in language worthy of Tukaram (Gailimard, 1956).

*I compose poems, you will say.  
Their words are not mine, but those of another.  
It is not my art that clothes them in beauty  
The Cosmic Nurturer has made me speak.  
I am a mere lout, me,  
So how could I know these subtle words?*

**The Kumbh Mela.** Among the hundreds or even thousands of holy places in India, it would be difficult to say which is the most important; each one is the supreme temple for the devotees of the god worshipped there. But the most astonishing pilgrimage, the one that brings the largest number of people together in India, and perhaps in the world, is doubtless the Kumbh. According to ancient tradition, it was the churning of the primeval ocean by the Deva (gods) and the Asura (demons) in order to obtain **Amrita**, the nectar of immortality, that was the origin of the Kumbh Mela. The Devas, and Shiva in particular, succeeded in getting the jar (Kumbh) containing the Amrita, but while carrying it through the air, he let some precious drops fall on the four places in India, which have become sacred: **Allahabad**, the confluence of the Ganges and Jumna, as also the mythical river Sarasvati; **Hardwar**, where the Ganges emerges from the Himalaya to enter the

plains; **Ujjain**, where the river Shipra flows; and **Nasik**, on the banks of the river Godavari. By plunging in the waters of these sacred rivers, the fervent Hindu attains *Moksha*, final liberation from the cycle of reincarnation.

The Kumbh Mela takes place every three years in turn at each of these four sacred sites. In 2001, at the Kumbh Mela in Allahabad, an estimated 70 million pilgrims took part. Sadhus and sanyasis, monks and mendicants, entirely or almost entirely naked, are the first to arrive and have priority in bathing in the liberating waters; they are followed by the crowds.

### **The Buddhists**

**Siddhartha Gautama.** Born more than 2500 years ago in Lumbini in northern India, Prince Siddhartha discovered that the causes of suffering were old age, sickness and death. He also noted the calm detachment of the hermit's life. These images impressed him so greatly that he abandoned his riches, his wife and child, to become a wandering ascetic, seeking a remedy for the sufferings of humanity. After long hardships and profound meditations under a *pipal* tree at Bodh-Gaya, he had a vision of the totality of the universe and thus became Buddha, or the Enlightened. This led him to elaborate a philosophy and the means of applying it in order to overcome suffering. The doctrine evolved into Buddhism; in the first instance he explained it to his five companions in the Deer Park at Sarnath. He inspired them to spread the doctrine widely. At about the age of 80, the historical Buddha passed away at Kushinagar.

**The doctrine.** In the beginning, the new philosophy –really a way of life – left it to each individual to choose the divinity that suited him best. But later, Buddhism became coloured by theism and gave rise to a number of sects. The original doctrine of Gautama, called Theravada or Hinayana, stated: *Birth, death, sickness, are painful. The origin of pain is the craving for existence and this leads to endless re-births, the thirst for pleasure, desire and impermanence. The way which leads to the suppression of pain is the Noble Eightfold Path: Right thinking, Right intention, Right speech, Right action, Right livelihood, Right effort, Right mindfulness, Right concentration.*

Buddhism spread widely in India and in the island of Ceylon. Later it spread to other parts of Asia: Central, East, South-East and Far East . Muslim invasions led Buddhism to emigrate to Nepal and Tibet and as far as Mongolia and China, Korea and Japan, as also to Indochina and Indonesia. Today, Buddhism has reached Europe and America, while it has almost disappeared in the country of its origin. Theist Buddhism, or Mahayana, metaphysically the religion of universal welfare, is practised in Ladakh, China, Tibet and Japan, and has evolved a large number of deities and taken on many aspects of Hinduism.

**The Four Holy Sites.** The origins of Buddhist pilgrimages is found in the sacred Pali text, the Mahaparinirvana sutra, which is a sort of biography of the Buddha. This indicates the four holy places that the Buddha himself had indicated as places for pilgrimages” **Lumbini**, the birthplace of Siddhartha Gautama; **Bodh-Gaya**, where he attained Enlightenment and became the Buddha, **Sarnath**, the grove in which he began to ‘Turn the Wheel of the Doctrine’; and **Kushinagar**, where he attained parinirvana or liberation from the cycle of re-birth. But a Buddhist pilgrimage is very different from that of other religions which worship one or several gods, and whose places of pilgrimage are temples or sanctuaries directly linked to the divinity. Buddhism does not recognise any divinity and moreover the Buddha instructed his disciples not to worship any individual, not the Buddha himself; this naturally applied to relics as well. This did not however prevent his disciples from prostrating themselves before the Buddha in pagodas and in their small domestic altars. And as for relics, after the Buddha’s cremation, his remains were claimed by various sovereigns and Brahmins to be conserved in stupas, which became the objects of worship and pilgrimage. But these are rather individual pilgrimages unlike the great gatherings of Hinduism, Christianity or Islam.

Since ancient times, Chinese Buddhists worship certain mountains as places of religious importance, in particular the mountains Wutai, Putuo, Emei and Kihua, all in China, but also Mount Kailas in Tibet, the home of the Buddha of Compassion, who is reincarnated as the Dalai Lama.

***The second part of this article will be published in the December 2006 Bulletin and will recount Jewish, Muslim and Christian pilgrimages as well as those of pre-Colombian America.***



# HUMOUR

## LET'S SPEAK ENGLISH

A ... while back, the Daily Telegraph had an editor who insisted on 'English' clarifications for all exotic references. It so happened that Elizabeth Taylor, on arrival at Southampton from New York, gave a news conference in which she described herself as feeling like a million dollars. The DT's report read : "Miss Taylor said 'I feel like a million dollars' (£734,000)".



## A LIGHT MOMENT

Remember it takes a college degree to fly a plane, but only a high school diploma to fix one.  
Reassurance for those of us who fly routinely.

After every flight, pilots fill out a form called a "gripe sheet," which tells mechanics about problems with the aircraft. The mechanics correct the problems, document their repairs on the form, and then pilots review the gripe sheets before the next flight. Never let it be said that ground crews lack a sense of humour. Here are some actual maintenance complaints submitted by pilots (marked with a P) and the solutions recorded (marked with an S) by maintenance engineers.

P: Left inside main tire almost needs replacement.  
S: Almost replaced left inside main tire.

P: Test flight OK, except auto-land very rough.  
S: Auto-land not installed on this aircraft.

P: Something loose in cockpit.  
S: Something tightened in cockpit.

P: Dead bugs on windshield.  
S: Live bugs on back-order.

P: Autopilot in altitude-hold mode produces a 200 feet per minute descent.  
S: Cannot reproduce problem on ground.

P: Evidence of leak on right main landing gear.  
S: Evidence removed.

P: DME volume unbelievably loud.  
S: DME volume set to more believable level.

P: Friction locks cause throttle levers to stick.  
S: That's what friction locks are for.

P: IFF inoperative in OFF mode.  
S: IFF always inoperative in OFF mode.

P: Suspected crack in windshield.  
S: Suspect you're right.

P: Number 3 engine missing.  
S: Engine found on right wing after brief search.



P: Aircraft handles funny.  
S: Aircraft warned to straighten up, fly right, and be serious.

P: Target radar hums.  
S: Reprogrammed target radar with lyrics.

P: Mouse in cockpit.  
S: Cat installed.

And the best one for last.....

P: Noise coming from under instrument panel. Sounds like a midget pounding on something with a hammer.

S: Took hammer away from midget



## DUKE OF BRUNSWICK: MONUMENT AND BEQUESTS TO GENEVA<sup>1</sup>

Braunschweig was the capital of a former duchy and state of Germany. Now an industrial town of almost a quarter million inhabitants, its notable buildings include the castle and Romanesque cathedral (both 12th century), the old town hall (14th and 15th centuries) and the ducal palace (1768-69).

In the late nineteenth century, the **Duke of Brunswick** bequeathed his fortune to the City of Geneva for a mausoleum to be built for him and placed in an eminent and worthy location. Completed in 1879, the **Brunswick Monument** and equestrian statue of the Duke proudly stand in memory of this eccentric German nobleman who has been widely chronicled in literature of the period.

### **Duke of Brunswick** (1804-1873)

Born 30 October 1804, Charles II d'Este-Guelph, Duke of Brunswick, was the son of Karl III Friederich Herzog von Braunschweig-Wolfenbüttel and Marie Elisabeth Wilhelmine Prinzessin von Baden. His grandfather and father died in battles, and Charles came to the throne at an early age (1815-1830). He was an inveterate at provoking lengthy hearings concerning territorial claims in his homeland and was involved in many civil disputes. The Duke was very unpopular with his subjects, quarrelled with his relations and in 1830 revolution drove him from his country.

Declared incapable of reigning by the German diet, in the same year he was dethroned and took refuge in Paris where he continued to seek influential allies for his territorial causes. He was unmarried but fathered an illegitimate daughter (1826-1880). She won claims against the Duke requiring him to pay maintenance for herself and her children. He then fled from Paris and found himself in Geneva where, after three years, he died in exile on 18 August 1873. Descending from long lineage, this German nobleman figures in **The Book of Kings: A Royal Genealogy** by Andrew McNaughton, and is chronicled in historic and other literature of the period.

A distinguished linguist, outstanding horseman and musician, the Duke of Brunswick was an eccentric and paranoiac. A talented investor he amassed a tremendous, and coveted, fortune. He built a huge palace in Paris. Described as a mix of fairy tale and horror story, it was designed to ensure limited access with maximum security. The palace had secret underground passages and a reinforced bedroom concealing a type of strongbox to protect his vast and varied diamond fortune. The Duke spent a lot of time playing chess that he continued with his guests at the prestigious hotel in Geneva where he lived. Master moves, game

---

<sup>1</sup> All sources of information used are acknowledged in the preparation of this article.

strategies and chess exploits in which he participated are documented by acquaintances and historical devotees. One famously in 1858 known as *Morphy's Opera Box game* took place in the Paris Opera House during a performance there.

Chroniclers of the time relate his bizarre personal habits. The Duke employed a valet but not a cook preferring a diet consisting mainly of hot chocolate with milk brought from the country that had to be first tasted by his valet. He was said to frequent shops to gorge on huge quantities of sweets that may have contributed to his corpulence in later years. He stayed in bed until the late afternoon and started his immensely long preparations for going out at around 4.00 p.m.; he rarely saw the sun during the winter months. His clothes were gaudy that he wore with a collection of coloured wigs. He dressed in ridiculously elaborate costumes such as that of a Brunswickian general decorated head to toe with diamonds.

Appleton's Journal of 20 November 1875 recounts there are but few persons who have resided in Paris for any length of time who do not remember the Duke of Brunswick. It describes Charles II d'Este-Guelph as that painted, bewigged Lothario whose follies, eccentricities and diamonds made him the talk of Europe. Chronicled as the wealthiest lunatic of all time, he was an eccentric old gentleman, arrayed in a suit of drab colour, drab gaiters, drab gloves. He was adorned with a strong black wig, ditto with beard that he dyed every day, profusely adorned with diamonds of which his fortune was safely embedded in the wall of his bedroom. Troubled and troubling, he looked grotesque in an unsuccessful endeavour to appear youthful when frequent twinges reminded him of the futility of his endeavour.

He once said that if it were not for his enormous wealth, he would already be in an insane asylum.

### **Brunswick Monument**

Impressed by the state of the city's tombs, and confident that his wishes would be respected, the Duke of Brunswick bequeathed his fortune to the City of Geneva. One term of his will specified that it was to build a "mausoleum in an eminent and worthy location executed according to the established concept by the finest artists of the time without consideration of the cost". This was done and the Brunswick Monument is an ornate architectural landmark in the heart of Geneva on the Quai du Mont Blanc. It stands in a protected space of gardens and low fountains in the small square des Alpes close to the prestigious Hôtels de la Paix, Beau Rivage and Richemond. As the Duke had stipulated, the monument is an exact replica of the Scaligeri family tomb in Verona, Italy, a work of the 14th century.

Its elevated sarcophagus has decorated panels guarded by small winged angels at the four corners. Surrounded by eight high reliefs relating an event in the d'Este-Guelph family and six lateral ones showing scenes in the life of different historic characters, the Monument was initially mounted with an equestrian statue of the Duke in bronze. He is slim and bearded in military uniform with a bicorne or cocked hat. The statue was removed and is placed to the right of the mausoleum.

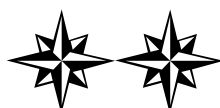
A decorated plaque at the entrance gates has an inscription in English, French and German that reads: "*Charles-Frederik August William, Duke of Brunswick - Luneburg, born in Brunswick on the 30th of October 1804, died in Geneva on the 18th of August 1873, appointed Geneva as his residuary legatee, being agreed that the city would erect a mausoleum on the model of the Scaligeri tomb in Verona. Designed chiefly by Jean Franel, architect, this monument was finished in 1879.*"

*The equestrian statue of the Duke, by August Cain, which was mounted on the top of the mausoleum, had to be removed for safety matter and placed on a pedestal in this same garden."*

### *Bequests to Geneva*

lita Marquet

**Brunswick** Bequests for restoration included the golden gates of Parc des Bastions, Grand-Théâtre, Place Neuve, Promenades des Cromptes, Nouvelle Ecole d'Horlogerie, Réservoir de la Bâtie, Promenade Saint Jean.



## OF CABBAGES AND KINGS

### Karl Marx and Me

Did you know that Karl Marx and me (Oh dear, should that be *Karl Marx and I?*) were brothers under the skin?

Nor did I, actually, till I read Edmund Wilson's study on the writing of history, *To The Finland Station*. I got a very different picture of my kindred soul from the one I had long nourished.

What impressed me was that Karl, if I might call him that, had his study cluttered with paper: newspapers, journals, documents, reports, letters, Government circulars and official publications. They were piled higgledy-piggledy on shelves, on the floor, on his writing table. This is how it is described: "The bookshelves presented ...an inharmonious appearance because the books were arranged according to content with quartos and pamphlets side by side, and there were great packets of old newspapers and manuscripts that filled the top shelves to the ceiling (*my dear Karl, let me warn you that as you get older, those top shelves grow higher, while climbing to reach them becomes riskier*), and everything else in the room was littered with papers and books, mixed with cigars, matches, tobacco tins and ashes." Well, this was just like me, I said to myself (*except for the cigars*). Perhaps I'm a genius too.

But when I read on, Karl and I parted company. He could pick out immediately **the** item he wanted, check instantly the quotation he had used, and put the paper back where it belonged.

I imagine I have rather less paper to deal with than Karl, and I certainly set out to cover less subjects. But let me tell you at once, trying to organize papers in any sensible way is undiscovered territory and doing it so you can actually find what you are looking for is plain impossible. Perhaps Karl could do this but then look at all the trouble he caused. No one can accuse me of doing that.

When I retired, I decided I was going to put order into my affairs. First I placed several cartons of valuable files, letters, papers, memos and reports in the cellar to be organized later. If I suddenly became a world famous personality, biographers would be fighting for them. To help them, I would arrange them in good order. That was twenty two years ago and I haven't got round to it yet. But it doesn't matter too much because I haven't got round to becoming a world celebrity either.

I invited my friend Mr. Dupont, the carpenter who had built our cupboards and installed white bookshelves in the living room and the hallway. We discussed what sort of shelving we needed in the study. Mr. Dupont had just returned from a tour of India and we spent much time admiring his photographs.

In due course (*I thought it was only civil servants who used that expression but carpenters do too, perhaps even plumbers do*) he returned with a massive construction that he installed behind my desk. It was black, had a surface and two deep, tall shelves running along its whole length. It took up a lot of space. I bought a series of box files in plastic of different colours – like Joseph's coat - from Migros. On the top surface, just above desk height, I placed a series of trays like we have in the office for 'In', 'Out' and 'Not Now' and I marked them for different subjects: Environment, Himalayas, Wildlife, Personal, Birds, Shakespeare, and so on. Oh yes, and of course AAFI-AFICS.

Alas, the piles of papers grew like tropical plants, rapidly and wildly – no doubt an atavistic throw-back to when they were actually trees. They began toppling into each other; whenever you scabbled and searched in one heap, the whole pile wobbled and toppled and melded with its neighbouring pile in loving embrace. Sometimes the piles behaved in this incestuous way just by themselves, even when I wasn't scabbbling. The last tray in the series overlooked the Waste Paper Basket and from time to time the papers avalanched directly into it. Well, this was one way of keeping that pile under control; indeed the only effective way I ever discovered.

I enclosed batches of papers in plastic folders; this made them even slippier; but then they carried out toppling and intermingling at a more sophisticated level.



I invited Mr. Dupont again. He had just returned from a holiday in Mexico so we admired his Mexican photographs. We agreed that the massive black construction we had devised earlier was not quite right. We devised a new one, white this time and less massive, and not too deeply influenced by Aztec and Mayan ziggurats. It had bookshelves to the ceiling – just like Karl Marx - two tall deep shelves at the bottom, and a working surface in the middle. This could accommodate a few trays for papers, a pair of binoculars, a pile of unread magazines, tax forms which had to be sent to my tax man, a paperback by Martin Cruz Smith which I was reading, a pile of paperbacks which I meant to pass on to my son the next time he came to straighten out a computer problem.

Then there was an old cardboard box which had once held a decorative China plate; in this I emptied my pockets before going to bed, filling it with keys, loose change (how difficult it is to get rid of coins in shops when your eyes can't distinguish one coin from another) a wallet, a comb pinched from a fancy hotel in Vienna, two pens which, like their owner, had also retired from active service, expired bus cards which had to be returned to source some day. It also became home to other handy items such as an old screw which I had found under my desk and which might suddenly prove essential in holding the desk together, a rusty paper clip, a plastic gadget which might have been a piece for a curtain rail, a stub of a pencil handy for putting in a small pocket. The coins were a nuisance as they rolled around so I found an old tin of throat pastilles to imprison them in.

The piles of papers still continued to topple over and inter-breed with other piles; new piles of papers appeared.

Mr. Dupont has retired from business. I wonder how he organizes his papers and his photographs? There is no further space for contraptions in my study. However, he told me over the phone that he had just been to Australia and had photographs of kangaroos and of the Sydney Opera House and would I like to see them?

Well, my efforts may not have brought order and neatness to my papers, but who can say that they have not been of great educational value? I have learnt about Marxism, and I have visited India, Mexico and Australia, without the hassle and discomfort of actually travelling..

1 July 2006

Aamir Ali



## BOOK REVIEWS

**The Revenge of Gaia**, by James Lovelock  
Published by Penguin. CHF 34,50.

This is a book that has certainly gained relevance if not popularity following the recent heat wave. The challenge described is clearly indicated in the subtitle: "*Why the Earth is fighting back and how we can still save humanity*". The cause had its last manifestation during the last weeks: climate change in the direction of global warming. This is not new, even if it has not so far been integrated among the basic facts governing our personal conduct or the policies of our communities. What is original is the approach to the problem. The author has developed the concept of *Gaia* (after the name of a Greek goddess personifying the Earth), the living Earth, that is not only the sum of the living species, plants and animals, but all the successive layers of the atmosphere and the upper rocky layer of the globe. All these elements interact and their interactions are the life of the Earth. Rarely in the past have scientists considered these elements as a whole, as they preferred to focus on one of them and specialise in botanic, zoology, geology or other particular fields of research. James Lovelock is a physician, led by his professional experience and his intellectual curiosity into the grounds of chemistry, biology, geology and climatology. He is now 87 years old and has lived long enough to see the acceleration of change in the climate and its effects on our natural environment. His observations, his familiarity with the different branches of science concerned with the

evolution of the environment, the progress of the methods of investigation brought about in particular by access to space by means of satellites, have allowed him to develop his *theory of Gaia*. In spite of the 25 percent increase in the energy radiated by the Sun since the ignition of its nuclear furnace, the Earth, whose living history covers now four billion years, nearly a third of the history of the Universe, has managed to maintain its average temperature in the range of 12-20°C. This is the range most favourable to the development of life in all its forms. So far, no cataclysmic events have been able to disrupt the self-regulation of the temperature of the globe, not event collisions with massive meteorites or huge volcanic eruptions. But an increase in the concentration of carbon dioxide in the atmosphere could unleash a series of self-entertained reactions leading to an irreversible increase in the temperature of the globe. An example of such reactions would be the progressive melting of the glaciers and the polar ice that would reduce the capacity of the Earth to dissipate in space part of **the** excess of energy it received from the Sun. Further increase in the global temperature could contribute to its own acceleration by increasing again the concentration in the atmosphere of greenhouse gases, in particular methane, which the Earth succeeded in stocking as crystals in large deposits but which might be released in the air in massive quantities. A concatenation of such phenomena, with their positive feedback action on global warming, might take the Earth to a tipping point where it would be definitely deprived of its capacity to self-regulate its temperature.

Humankind is responsible **for the** global warming. Since the middle of the nineteenth century and the beginning of the industrial era, its energy needs have expanded and have been met essentially by burning fossil fuels, the combustion of which releases increasing quantities of carbon dioxide, the commonest of greenhouse gases. The proportion of CO<sub>2</sub> in the air was 180 ppm during the last ice age but has now reached 280 ppm. If no action is taken and business as usual goes on uncontrolled, it might reach 500 ppm, with devastating consequences.

A large part of the book is devoted to a discussion of what humankind does to avoid a disaster and what it should do. Looking down at the achievements and prospects of the present environmental policies, the author severely criticises the popular concept of sustainable development and the illusion that renewable energy sources might be a substitute to the use of fossil fuels. His most shocking conclusion for the greens of all shades is that an effective transitional measure on the way to a reduction of the release of greenhouse gases is that we should rely on nuclear power. Whether produced by fission or fusion, the resulting waste is very small in volume and can be safely disposed of. Only irrational reactions resulting from the military uses of the nuclear weapon explain the present refusal of the nuclear solution.

Other aspects of the problem are linked to the excessive level of the world population, whose food depends on a continuous extension of the areas devoted to agribusiness, leading to a progressive destruction of forests and other types of natural biotopes. In this regard, one of the most pernicious ideas now prevailing is the substitution of fossil fuels by fuels derived from agricultural productions such as sugar cane or rapeseed. This would result in a further extension of farmland and indiscriminate use of dangerously polluting fertilisers and pesticides.

The author considers that the situation is very serious but persists in thinking that it is not too late to act. The main risk is not the extinction of the human species but the destruction of civilisation, a still rather dim prospect.

The readers of this Bulletin are probably old enough to feel out of reach of these risks, whatever they are. Except, as was the case these last weeks, the risk of excessive and sometimes lethal heat during summertime. But what about our grand-children ?

J. Hanus  
4 August 2006



***Thirty years around the world*** by Wolstan Webb. Imprimerie "Les Mimosas, Nyons, France. 1991

Wolstan Webb's career as an engineer took him around the world from Argentina to Iran, Bangkok and Pakistan. A qualified railway signals engineer, he liaised with the RAF and American air force during the war

years on the development of gun turrets in bombers. The early 1950s found him back in Latin America where he had various business ventures that provided ample opportunity for travelling on the railways and indulging in his favourite pastime, playing golf. In 1955 he was asked by the United Nations to go to Iran to advise on the installation of a railway signalling system. The original six-month contract extended to eight years so Woolly was able to see the job through from start to finish. He recounts on both life in Iran and the task of establishing a modern railway system, including a staff training programme, and on the different UN experts working in Iran, not forgetting the unique Teheran golf course which had not one blade of grass. After a brief passage at Headquarters in New York, he was assigned to ECAFE in May 1964 as regional railway adviser which enabled him to visit the Burmese, Thai and Malayan railways. He was beginning to enjoy his life in Bangkok when he was asked move to Lahore as principal lecturer at the Railway Training Centre. The Centre held two courses a year for students from most of the countries in the Far East, and Woolly, who stayed in Pakistan until his retirement in 1968, enjoyed greatly these contacts with the next generation of railway engineers.

E.M.B.



## LETTERS TO THE EDITOR

### **Billie, the Cabbages and the Kings**

The Best Seller arrived this morning – for as such it should be hailed !

I can't begin to tell you how much I have enjoyed, and been enlightened, with all your splendid articles, laced with your inimitable style, wit, humour and knowledge, since your first contribution to the *Bulletin*. You MADE every *Bulletin*. Thank you for so many pleasurable hours – most especially I wish to thank you very much for autographing the copy of *Cabbages and Kings* to me. It has pride of place on my bookshelf and I am thrilled and proud to have it there – I am one of your greatest fans.

The Chinese calendar year 4,704 starts this Sunday, 29 January 2006 (the Year of the Dog) and I wish you "Kung Hsi Fa Tsai" – a very happy New Year in Mandarin.

With love, Billie<sup>2</sup>

### **Billie GILL, M.B.E., 1916 to 2006**

Louise Mary Gill, M.B.E. – "Billie" as she was affectionately known – was an extraordinary woman produced by extraordinary times. Her lethal combination of charm and steel was forged before she joined the UN, which she felt privileged to serve twice, in different eras and different parts of the world.

Billie died at her home in Geneva on February 22, 2006, at 89, following a severe stroke.

Born in China in 1916 – she adored her Sichuanese mother and her English father, an officer in the Chinese Maritime Customs Service -- Billie grew up in Shanghai during the raucous, pitiless city's heyday in the 1920s and 1930s. Shanghai girls needed to be quick-witted and enterprising to survive. They strove to look their best, were lively talkers, and knew how to drive a hard bargain.

Typical of the volatile circumstances that framed her life was the way Billie obtained her nickname. During the Sino-Japanese war of 1937, she was seconded to work for the Mayor of Shanghai, taking verbatim notes of his press conferences for foreign correspondents. Before one conference came the news that the

---

<sup>2</sup> Louise (Billie) Gill sent this e-mail to Aamir Ali just a month before she died on 27 February.

government broadcaster had been taken ill. Mayor O.K. Yui told her, "I would like you to read the news tonight." She listened dumbfounded as the Mayor added that it was too risky to use her own name as the Japanese would be listening. He proposed the name of a famous Chinese actress of the time, Billie Dove.

Bemused, Billie was driven in a bullet proof car to a clandestine radio station where she entered a booth, found a script in her hands and, when the technician switched on the red light, heard an unfamiliar voice announcing, "Good evening, this is Billie Lee, of Station XGOY of the City Government of Greater Shanghai." At the end of the broadcast, the Mayor told her she would keep the job.

Upon the fall of Shanghai, Billie fled with her colleagues for Hong Kong, where they set up a Chinese Government Information Office. She met many "China Hands," including Edgar Snow and Ernest Hemingway.

After Hong Kong fell in 1941, Billie spent 3 ½ years in Stanley internment camp which, she said, taught her the truly important qualities in life: decency, integrity and a sense of humor.

After the war, and the birth of her son Ian, the Chinese Government Information Office offered her a job in Nanking as a feature writer. She arrived by ship from England only to find China racked by hyper-inflation. Her first month's pay, so attractive on paper, was equivalent only to the value of a pair of nylons. During these times, she thought of the prison camp where at least she had received two bowls of gruel a day.

Relief came in the guise of a United Nations job. The UN had set up various agencies in Shanghai and Billie joined the United Nations Information Centre (UNIC) in February 1948.

But China was in turbulent transition and, in 1949, as the Communists came to power, Billie was evacuated to Manila while the UN conducted negotiations with various countries for a new regional headquarters.

That summer, Billie joined UN Economic Commission for Asia and the Far East (ECAFE) – forerunner of ESCAP – after it transferred to Bangkok. She recalled how in those early days, staff were proud to feel part of rebuilding a poor and war-devastated region. The sense of mission compensated for the trials of sweltering without air conditioning!

Although a promotion to professional level was in the offing, Billie resigned in 1953 to start a life in England, including sending Ian to school. In 1958, by which time the world had moved into the Cold War era, Billie rejoined the UN in Geneva to work for the Three Power Conference on the Discontinuance of Nuclear Weapon Tests. She was a key staffer for the "Disarmament club" for nearly two decades while it expanded from three members to 31. An American interpreter recalls, "We called her 'Scotch tape' because she held it all together. Whenever there was a problem, we would go to Billie and she would fix it."

When Billie retired in 1976, the British Ambassador hosted a reception and presented her with a Union Jack that had been raised during liberation in the Far East. The following year came one of her proudest moments – for her services to the UN, Queen Elizabeth II appointed her a Member of the Most Excellent Order of the British Empire (M.B.E.) at Buckingham Palace.

Billie remained in Geneva in retirement, playing bridge, working as a tireless fund raiser, and being grandmother to Brian and Sabrina, the twin offspring of Ian and daughter-in-law Jean. Several current and former UN staffers attended her memorial service at Jean XXIII Centre, Geneva, on February 27.



### **Do-it-yourself, sort of...**

We'll deal with the bad news first. The UK's top art award, the Turner Prize, has been given to a do-it-yourself part-time carpenter.

Not that there's anything wrong with carpenters. My pal Jake, a wondrous cabinet-maker in the depths of West Virginia, is represented in the Smithsonian's permanent collection. The Son of God Himself was

apprenticed to this noble vocation, and surely would have excelled in the trade had he not been called to other things.

Mr Simon Starling, however, is not of the same pedigree. He's an amateur do-it-yourself chippie, much like myself when called upon *in extremis* to knock a hit-or-miss nail into a wall to hang a painting on. Our motto is 'give us the job and we'll finish the tools'.

This much is acknowledged by the Tate Britain Gallery curators, who run this joke competition. Mr Starling's skills 'always stop short of complete mastery,' they admiringly remark. In the incompetent joinery they breathlessly discern 'the signs of a paradoxical amateur professionalism.'

Mr Starling's exhibit – now crowned as the supreme work of art to emerge from my native land in 2005 – is a derelict boat shed. He found it on the banks of the Rhine in Germany, somehow converted it into a boat which he sailed down the river, and cobbled it back together again in London.

He calls it *Shedboatshed*. The curators predictably call it a protest (yet again) against global capitalism, in token of which they've given him £25,000 (over two million pesos) of, er, capital. That was in December, so by now he may be worth more than the US national debt.

Regrettably, the one traditional (and woman) painter among the finalists, to whom I gave my vote in my last column, was an also-ran. Swimming against the tide as she was, she did well to get that far.

Trads like myself are naturally dismayed. The Stuckists – a UK pressure group urging a return to traditional artistry – evaluate the shed as ingenious but ultimately futile. Editorialists rant at the continued triumph of mediocrity over craftsmanship.

Bemused Britons are asked not to take the exhibit 'too seriously'. Advice like that compounds the felony: why should a prize bearing the name of the nation's greatest painter not be taken very seriously indeed? I greatly doubt if Turner would see the joke.

Of course, the advice is, well, advisable. Look what happened in the innocent first flush of Post-Impressionism, when in 1877 an outraged John Ruskin (a famous early champion of Turner, incidentally) beheld one of Whistler's *nocturnes* and accused the artist of 'flinging a pot of paint in the public's face.' Whistler sued for libel, and won. He was awarded token damages of the thinnest possible slice of global capitalism, namely one farthing (about one-quarter of a centavo). The case destroyed Ruskin's reputation and Whistler's career. But it helped accrue to the *avant-garde* the label it has come to exploit to great pecuniary effect ever since, that of notoriety, by which it still leads an addle-brained public by the nose all the way to the cash register.

I've fulminated enough. For the time being, that is; show me more tenth-rate presumption masquerading as art, and I'll be back with gusto.

The good news? Not much, except for budget-starved national vocational training centers such as Manila's admirable TESDA - Technical Education and Skills Development Project (a former ILO project then run by our friend Ed Dowding, now President of the Association of UN Former Official in New Zealand) - to which fine-arts students may now flock in their fee-paying thousands for crash courses in joinery, black-smithing, metal-turning, iron-forging, structural engineering, welding, plumbing and brick-laying, with a smattering of marine architecture as an optional extra.

A fortune awaits them in the world's art galleries and auction-rooms: provided, of course, that they drop out of TESDA in timely fashion, for mastery of any skill is the last thing our trendy prize juries are looking for.

Peter Sutcliffe



**Comments :**

**Difficulties Encountered by a Retired Official with UBS**

The letter written by our friend and colleague Mostafavi published in the June 2006 issue of our Bulletin regarding the difficulties he encountered with UBS has surprised and shocked me and I am sure has also surprised many other friends and colleagues. The reply of UBS reveals the real reason behind these difficulties which everybody can deduct from that reply and I can understand the pressure which the bank faced. However in the case of our friend Mostafavi UBS should have been more flexible for many reasons. First, Mostafavi and his family are since many years Swiss nationals. Second, he has no enterprises in his country of origin nor does he have an enterprise in Switzerland which has financial relations with his country of origin. Third, the fact that he is temporarily living in Iran does not justify the drastic measures taken by the bank since he is only transferring a small part of his pension; and the question has to be raised whether other Swiss nationals still living in Iran had undergone the same treatment. Finally, as far as I know Mostafavi's account with UBS dates back to the beginning of the 1960s i.e. more than 40 years.

The measures taken by UBS are certainly against the so much praised globalization which apparently does not apply to some people.

Salah Ayoub

## NOUVEAUX MEMBRES NEW MEMBERS

<b>AKPO Fidelia (ITU)</b>	Chemin de Pont-Céard 24 CH-1290 Versoix	0041(0)22 755 6108
<b>ALCOBA ENCISO Fermin (WTO)</b>	Chemin de la Fontaine 53 CH-1292 Chambésy	0041(0)22 758 2247 fermin.alcoba@bluewin.ch
<b>BOUCHET Yolande (UNHCR)</b>	529 avenue du Stade FR-74200 Armoiy	0033(0)4 5073 9441 yolande.bouchet@wanadoo.fr
<b>BROWN Christine M. (UNOG)</b>	286 route de Pitegny FR-01220 Divonne-les-Bains	0033(0)4 5020 4355 christinebrown@wanadoo.fr
<b>BURNS Margaret L. (WMO)</b>	298 Domaine des Bois FR-01170 Echenevex	0033(0)4 5042 8006 mburns@wmo.int
<b>BUSCA Barbara (WHO)</b>	Rue du Beulet 8 CH-1203 Genève	0041(0)22 345 8018 buscab@prolink.ch
<b>CARTON Charmaine # (ITU)</b>	Le Patio, 15 place du Jura FR-01170 Gex	0033(0)4 5042 3827 cgcarton@cegetel.com
<b>CASSIAU Elisabeth (WIPO)</b>	La Clé des Champs 27 426 route du Château FR-01280 Prévessin-Moëns	0033(0)4 5040 6394 ecassiau@wanadoo.fr
<b>CHAMMARTIN Jean-Marc (UNOG)</b>	Chemin Taverney 14 CH-1218 Grand-Saconnex	0041(0)22 788 9142
<b>CLUGSTON Graeme A. (WHO)</b>	E.114, WHO, avenue Appia 20 CH-1211 Genève	0041(0)22 791 3326
<b>COLE Beverley J. # (UNHCR)</b>	Chemin du Courtillet 14 1275 Chésereux	0041(0)22 369 1926 bjkc@bluewin.ch
<b>COQUEMPOT Claudine (UNOG)</b>	30 rue des Hautains FR-01630 Sant-Genis-Pouilly	
<b>CREMADES SANZ PASTOR M-Carmen (UNOG)</b>	RUE Joseph-Girard 12 CH-1227 Carouge	0041(0)22 301 5477
<b>DE DYCKER Albert (IOM)</b>	Chemin des Marais 127 CH-1255 Veyrier	0041(0)22 784 2771 aaadedycker@bluewin.ch
<b>DECARROZ Joëlle (UNHCR)</b>	Avenue de Budé 17 CH-1202 Genève	0041(0)22 7342232
<b>DUBI Irène (UNOG)</b>	30 avenue de Genève FR-74160 Saint-Julien-en-Genevois	0033(0)4 5035 0384
<b>EE Cecil (UNOG)</b>	170 avenue des Thermes FR-01220 Divonne-les-Bains	0033(0)4 5020 7238 cecilee@wanadoo.fr
<b>ERTAN Margaret (UNOG)</b>	Chemin des Morettes 17 CH-1273 Le Muids	0041(0)22 776 4189 margaret.ertan@bluewin.ch
<b>GALLEY Mary M. (ILO)</b>	10 Elmside, Willand GB-Cullompton, Devon, EY15 2RN	0044 1 884 33270 jmgalley@tiscali.
<b>GAUD Jacqueline N.A. (WHO)</b>	367 route de la Charmille FR-74930 Pers-Jussy	0033(0)4 5094 4084 jacquelinegaud@wanadoo.fr
<b>GIRAUD Germaine (UNHCR)</b>	Avenue Giuseppe Motta 24 CH-1202 Genève	0041(0)79 720 0867
<b>GOOSSEN Dirk J. (ITU)</b>	Via Vincenzo-Rossi 170 IT-18012 Bordighera (Sasso)	00390 1842 98051
<b>HALLOUZ Barbara E. (UNOG)</b>	Rue du Vieux-Moulin 3 CH-1213 Onex	0041(0)22 792 5058 bhallouz@unog.ch

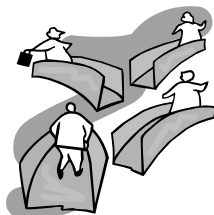
<b>LABORY Paul (ITU)</b>	3 Impasse du Bout des Champs FR-01710 Thoiry	0033(0)4 5041 2751 paul.labory@libertysurf.fr
<b>LAURITZEN Françoise (UNHCR)</b>	6 rue des Pontonniers FR-67000 Strasbourg	0033(0)3 8835 5483 francoise-lauritzen@noos.fr
<b>LEYSSENS Jacqueline (WMO)</b>	Rue des Bugnons 10 CH-1217 Meyrin	j.leysSENS@utxnet.ch§
<b>MARGUET-CUSACK Ita (ILO)</b>	307 rue Jean Moulin FR-74100 Le Pas de L'Echelle	0033(0)4 5039 7705 itamarguet@aol.com
<b>MARTIN G. Lowell (UNHCR)</b>	C.P. 88, CH-1292 Chambésy	0041(0)22 758 2738 eileram@bluewin.ch
<b>MARTINEZ MONASTERIO Ramon (UNOG)</b>	54 rue du Jura FR-01210 Ferney-Voltaire	0033(0)4 5042 8289 moncho5@club-internet.fr
<b>MITRA Ashok (WHO)</b>	110 Kutubview Apartments DDA/SFS – Katwaria Sarai SJS Marg, IN-New Delhi 110016	0091 11 2685 0394 ashok.mitra@gmail.com
<b>MULCOCK Susan (UNHCR)</b>	Rue du Léman 14 CH-1201 Genève	0041(0)22 741 1571 suemulcock@bluewin.ch
<b>NIELSEN Kjeld (UNFS)</b>	Achiea Court, Apt. 104 6-8 Acheon Street CY-1101 Nicosia	00357 227 80463 nkjeld@hotmail.com
<b>NOEL Monique # (UNOG)</b>	Chemin des Chevres 22 CH-1292 Chambésy	0041(0)22 758 2509 gnoel@freesurf.ch
<b>PERPIGNANI Ann-Charlotte (UNCCD)</b>	Chemin Louis-Dunant 5 CH-1202 Genève	0041(0)22 734 3563 aperpignani@hotmail.com
<b>PETERS Albert-Alain (UNHCR)</b>	Lot 20B, Quartier Fifadji-Houto =1BP 4773, Cotonou (Bénin)	00229 339530 peters_albert_alain@hotmail.com
<b>PRÉVAND Annie (ITU)</b>	24 rue Vallon FR-74200 Thonon-les-Bains	0033(0)4 5070 6469 annieprevand@yahoo.fr§
<b>QUASHIE-IDUN James E. # (WIPO)</b>	Rue des Bugnons 10 1217 Meyrin	0041(0)79 337 5873 Fax. 0041(0)22 782 8406
<b>REUERRA GARCIA Luis (ILO)</b>	Calle Pio Baroja 2 – 14D ES-28009 Madrid	0034 666 801 681 rgluisin@yahoo.es
<b>ROEJKJAER Jytte # (UNDP)</b>	34 Grand Rue FR-01210 Ferney-Voltaire	0033(0)4 5042 9463 jytte@roejkjaer.com
<b>SANCHEZ Rafael (UNCTAD)</b>	Transversal 12 Bis B N°123-46 Apto. 501 Bogota 2, Colombie	00571 214 2447 rafsancol@gmail.com
<b>SANTOS Eugénia (WIPO)</b>	Rue des Sources 15 CH-1205 Genève	0041(0)22 320 8883
<b>SARTRE Christiane (UNHCR)</b>	239 route du Fer à Cheval FR-74160 Collonges-sous-Salève	0033(0)4 5043 7034
<b>STEFAN György (UNICEF)</b>	107 Boulevard de Charonne FR-75011 Paris	0033(0)1 4356 1881 stefan.gyorgy@ewanadoo.fr
<b>STEVENS Yvette E. (OCHA)</b>	Rue Maurice Brailard 14 CH-1202 Genève	0041(0)22 733 0582 stevebsye@yagii.cin
<b>SUNDARESAN Jayaraman (UNHCR)</b>	Chemin de Champ-Manon 33 CH-1233 Bernex	0041(0)22 7575 076 jaysundares@hotmail.com
<b>TSENG Ming-Shen # (UNOG)</b>	Route des Fayards 97 1239 Collex-Bossy	0041(0)22 774 2845 mstsenggva@yahoo.com
<b>VAN AGGELEN Johannes G.C. (OHCHR)</b>	33 aux Rues, Choudans FR-01630 Saint Jean de Gonville	0033(0)4 5056 3409 jvanaggelen@wanadoo.fr
<b>VIVIAND Guy (UNOG)</b>	203 chemin de Ruthet FR-01630 Péron	0033(0)4 5056 3493 guy.viviand@laposte.net



## CHANGEMENTS D'ADRESSE CHANGES OF ADDRESS

<b>ANSAH Isaac K.B.</b>	Rue de la Colombière 29 CH-1260 Nyon	
<b>BUTLER Angela</b>	Résidence Amitié, rue Baudit 1 CH-1201 Genève	0041(0)22 919 9531
<b>CABALLÉ Carmen</b>	Diputación 142-144 12° 3 <sup>e</sup> ES-08015 Barcelona	
<b>CARL Hans</b>	8 rue du Docteur Menville FR-32250 Montreal du Gers	0033 562 292 537 hans.carl@infonie.fr
<b>CARTAGENA Pablo Fernandez</b>	Schellenanger DE-96158 Frensdorf	0049 (0)1 712 877 407 pablocartagena@hotmail.com
<b>CIRON Jacques</b>	L'Étoile 2, 5 avenue Général de Gaulle FR-74200 Thonon-les-Bains	0033(0)4 5070 3746
<b>DALLEMAGNE Simone F.</b>	Le Star, 27 rue de Genève FR-74100 Annemasse	
<b>DOPPLER Irène</b>	Résidence Victoria, 13 avenue Reine Victoria FR-64200 Biarritz	0033 559 247 376
<b>ECUVILLON Daniel R.</b>	Résidence Les Cyprès 1027 rue Marcel Anthonioz FR-01220 Divonne-les-Bains	
<b>FASSASSI Osseni</b>	Résidence « Les Cyprès », Bât. 4 1123 avenue Marcel Anthonioz FR-01220 Divonne-les-Bains	fassassi@laposte.net
<b>FINNING Stanley R.</b>	Edificio Sevilla, Apto. 2F, Calle Sevilla 11A ES-29670 San Pedro de Alcantara	0034 952 782 714 s.finning@ibertysurf.fr
<b>FLORES Juan-José</b>	Chemin des Coudriers 54 CH-1209 Genève	0041(0)22 788 4239 jfflores@hotmail.co.uk
<b>GARWOOD M. Isobel</b>	2 Summerfield GB-Oakham, Rutland LE15 6PZ	
<b>GHESS Marie Jose</b>	Box 323, Mail Boxes Etc. Ctra Cabo La Nao (Pla) 124-6 ES-03730 Javea	mariejo@arrakis.es
<b>JACKMAN Grace M.</b>	Lindean Cottage, Lindean GB-Galashiels TD1 3NZ, Scottish Borders	
<b>JONASSON GRANADOS Asa B.</b>	Chemin de la Blonde 36B CH-1253 Vandoeuvre	
<b>JOUNELA Eila</b>	17 boulevard Maurice Maeterlinck FR-06300 Nice	0033(0)4 9389 1773 eila.jounela »wanadoo.fr
<b>LISSITSIN Sergey A.</b>	C/o ILO Office, Petrovka 15, Apt. 23 RU-103031 Moscou	
<b>LOUVET Max</b>	Rue Maurice Braillard 36 CH-1202 Genève	
<b>MACHUCA Humberto</b>	Acacias R-4, Urbanizacion Jacaranda- Cumbaya, Quito, Equateur	
<b>MANGAN Margaret</b>	Swarthmore Residential Care Home 31 Marsham Lane, GB-Gerrards Cross, Bucks, SL9 8HB	0044 175 388 2551
<b>MESSIAN Yves</b>	32 rue Mirabeau, FR-37000 Tours	
<b>MOORE Charles C.</b>	334 Grayrock Drive US-Crozet, VA 22932-2866	
<b>OTS Michèle</b>	50 rue des Carrières FR-92150 Suresnes	0033(0)1 4506 0246 michele.ots@wanadoo.fr
<b>PACE John</b>	1 Paradise Avenue AU-Clareville, NSW 2107	

<b>PERIE Fika</b>	Rue de Savoie 4, CH-1207 Genève	
<b>RANSOM Bob</b>	P.O. Box 60040, Addis Ababa Ethiopie	
<b>RICHARDEAU Renée M.</b>	Villa Long-Xuyen, 99 avenue Valery FR-83700 Boulouris	
<b>ROBERTSON Mitsuko K.</b>	1201 Canyonwood Court #4 US-Walnut Creek, CA 94595	
<b>ROELOFSEN Hendrick</b>	C.P. 455, CH-1936 Verbier	
<b>ROLAND Pierre</b>	25 rue du Sergent Bauchat FR-75012 Paris	
<b>SARROT DU BELLAY Paulette</b>	C/o Mme S. Didier FR-30700 St.-Quentin-La-Poterie	
<b>SCHWAB Maurice</b>	EMS Le Coccinelle S.A. Avenue du Petit Senn 55 1225 Chêne-Bourg	
<b>SHONE Mike</b>	P.O. Box 125253, St. Heliers Auckland, Nouvelle Zélande	0064 9 575 2231 mikeshone@xtra.co.nz
<b>TAKAGI Kimiyo</b>	5-15-404, Akatsuka 1-chome Itabashi-ku, JP-Tokyo	
<b>TELLIER Siri</b>	Director, UNFPA, chemin des Anémones 11 CH-1219 Châtelaine	
<b>VALVINI Anastasia</b>	Vrioulon 1 E/2. GR-5451 32 Thessaloniki	



## ILS NOUS ONT QUITTÉS THEY HAVE PASSED AWAY

### **UNOG-ONU Genève**

ALEXANDROV Alexandr	05 11 2005
ALLIOD J.V.	21 12 2005
BELLÉGO Alain	30 06 2006
BERTHELIER Madeleine	unknown
BROOKING Joanna Lynn	02 03 2005
BRULHART i.	14 12 2005
BRUNNER Klara	unknown
BUTSCHER Marguerite	30 12 2005
CLERC Jacklyn	29 05 2006
DE FARIA Jose Maria	13 03 2005
DE SMET Luc	04 01 2006
DUGGAN Christina	01 08 2006
ESTRADA –PANIAGUA Dolores	24 12 2005
GAMBLE Patricia	23 02 2006
GONZALEZ VERA Salvador	06 08 2006
JOUTET Dolorès	15 03 2006
LAMBERT Michael	04 11 2005
LOCHON Louis Emile H.	03 01 2006
MOXON George B.	11 05 2006
NEDELJKOVIC Nadezda	30 12 2005
ROZSA Gyorgy	17 12 2005
SHAH Moochool	23 01 2006
SOLER-ERTEKONA Gustavo F.	21 12 2005
STADLIN Edouard	12 05 2006
SUKIJASOVIC Miodrag	18 01 2006
WRIGLEY John	23 01 2006

### **UNCTAD – CNUCED**

ADEBANJO Moses	05 07 2006
BUGNON Anne-Marie	15 07 2006
MAIZELS Alfred	10 05 2006

### **UNECE – CEE ONU**

CHOSSUDOVKSY Eugene	04 01 2006
---------------------	------------

### **ILO – BIT**

BAKER Irene	25 03 2006
BUTTOLPH Helga	19 01 2006
DAO Tuu Tuong	21 03 2006
DE CARTON Claire	unknown
DIENG Bakary	19 06 2006
DREESEN Robert	13 05 2006
FARMAN-FARMAIAN Djamchid	07 05 2006
GALER Julio A.	22 07 2006
HERRERA PADRON Armando	26 07 2006
HEUCHENNE Jean-Jacques	19 07 2006
HOANG Thi Chat	24 06 2006
KOCHER-GILLON Simone Jeanne	12 02 2006
TRAN Thi Loc Julienne	20 06 2006

### **IOM – OIM**

VAN ROSSOM François	21 07 2006
---------------------	------------

### **ITU – UIT**

AZRIA F.	09 03 2006
BARAIBAR PONCE DE LEON C.F.	08 08 2005
BENNETT (LEVY) Lucy	23 01 2006
BRUCE Evelyn	02 02 2006
BURNS Kenneth	07 02 2006
BUTTOLPH Helga Meta	19 01 2006
FAULDS V.	02 02 2006
FERRIER Alisa Elizabeth	15 12 2005
HERRERIN Agustin	01 08 2006
HUSBAND James Ian	07 01 2006
IWATA Teruyoshi	20 01 2006
KLINGELE Ralph	17 11 2005
LUKAWSKI Andrzej	04 02 2006
MARCHESI Aurelia	04 12 2005
MIZUTANI Eiji	30 01 2006
RUBIO DE LA TORRE Francisco	24 01 2006
SCARLETT Marie	23 12 2005
SILETTO Armando	02 12 2005
SMITH Reginald	16 05 2006
SPILMAN (FAZIO) Rosaria	08 12 2005
THEROND Claude	07 02 2006
VANDRIES Jeanne	12 11 2005

### **FAO**

OBERGFELL ABREU Jean-Charles	09 05 2006
------------------------------	------------

### **UNDP – PNUD**

ROEJKJAER Anders Ramskov	03 02 2006
--------------------------	------------

### **UNESCO**

BOSSY Ruth	08 04 2006
COWARD Jack	
MONTANDON Edmée	17 12 2005

### **UNICEF**

COENEGRACHT Isabelle	
----------------------	--

### **UNRWA**

HOEBE Lionel T.	25 02 2006
-----------------	------------

<h2 style="margin: 0;">2007 ELECTIONS TO THE AAFI-AFICS COMMITTEE-- NOMINATION OF CANDIDATES</h2>
---

Any three members of the Association can propose a candidate. If you wish to stand or to propose anyone, please complete the form below and send it to AAFI-AFICS, Office C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10, **by 15 November 2006.**

---

### NOMINATION FORM

We propose for election to the AAFI-AFICS Committee

..... Name (capitals)	..... First name	..... Date and candidates' signature of acceptance
--------------------------	---------------------	---

---

..... Name	..... First name	..... Date and Signature
---------------	---------------------	-----------------------------

..... Name	..... First name	..... Date and Signature
---------------	---------------------	-----------------------------

..... Name	..... First name	..... Date and Signature
---------------	---------------------	-----------------------------

---

Please give a short biographical note on the candidate

# ÉLECTIONS DE 2007 AU COMITÉ DE L'AAFI-AFICS-- APPEL DE CANDIDATURES

Chaque candidat(e) doit être proposé(e) par trois membres de l'Association. Si vous désirez vous représenter, ou si vous proposez un(e) candidat(e), remplissez la formule que vous trouverez ci-dessous et envoyez-la à l'AAFI-AFICS, Bureau C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10 (Suisse) avant le **15 novembre 2006**.

## PROPOSITION DE CANDIDATURE

Les soussigné(e)s proposent à l'élection du Comité de l'AAFI-AFICS

..... Nom (majuscules)	..... Prénom	..... Date et Signature d'acceptation du candidat
---------------------------	-----------------	--

..... Nom	..... Prénom	..... Date et Signature
--------------	-----------------	----------------------------

..... Nom	..... Prénom	..... Date et Signature
--------------	-----------------	----------------------------

..... Nom	..... Prénom	..... Date et Signature
--------------	-----------------	----------------------------

Prière donner une courte notice biographique du candidat/de la candidate



Jean-Jacques Chevron remercie Gilbert Ferrari pour l'aide qu'il a toujours apporté à l'AAFI  
 Jean-Jacques Chevron thanks Gilbert Ferrari for his many years of assistance to AFICS



Gilbert Ferrari et Charlotte Lamunière  
 Le nouveau retraité et notre doyenne



PHOTO: Helena Mbele-Mbong

Excursion champêtre menée par un groupe des anciens de l'OMM  
 Field excursion led by a group of WMO retirees

Pictured in the lower photo (left to right): Samuel Mbele-Mbong, Ilse Bourgain, Naginder Sehmi, Robin and Liliane Perry, René Mathieu, Margaret Glavin, Jacqueline Mathieu, David and Jean Hume, Arthur and Janet Askew, Danish guest, Jack Martin, Anders Tholle